

le prolétaire

M 2414 - 397 - 5F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

JUILLET-AOÛT
SEPTEMBRE 1988

5FF / 30FB
3FS / 1000L

n° 397

La menace de l'anti-fascisme démocratique

La longue période électorale qui vient de s'achever a été riche d'événements qu'il convient d'analyser afin d'en tirer les enseignements utiles à l'armement politique des militants révolutionnaires. Nous avons indiqué dans le numéro précédent de notre journal l'enjeu des épisodes électoraux que nous venons de vivre était essentiellement de déterminer préventivement la configuration de l'appareil politique de la bourgeoisie devant une situation grosse de problèmes économiques et de tensions sociales.

A l'heure où nous écrivons le second gouvernement Rocard, dit "d'ouverture" n'est pas encore formé, et les reclassements parlementaires par encore terminés. Cependant le plus important est que l'orientation gouvernementale est déjà fixée; la "lettre de cadrage" de Rocard à ses ministres, mi-juin, fait explicitement référence au respect des "instructions de mon prédécesseur". Au plan social, c'est la confirmation de la politique d'austérité suivie par le gouvernement Chirac: "freinage" des salaires, maintien de la liberté de licenciement, maintien de la loi Méhaignerie, etc. Au plan économique c'est toujours le "libéralisme" avec des possibilités accrues de circulation du capital par delà les frontières (qui restent "sévèrement fermées" au travailleurs étrangers); si les privatisations ne devraient pas reprendre, pour des raisons de prudence, les entreprises nationalisées auront des possibilités accrues de faire appel aux capitaux privés, de vendre ou d'acheter les filiales, etc., bref de participer avec la plus grande liberté à l'orgie de concurrence, la concentration et la restructuration capitaliste.

Les dispositions sociales sont réduites au minimum: revenu "garanti" de misère (et en contrepartie de prestations non définies, pour ne pas inciter à la paresse !), rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes (mais à condition de "l'équilibrer" par baisse de l'impôt sur le capital), suppression de l'amendement pénalisant la grève des fonctionnaires. Dans ses prévisions économiques pour la France, l'OCDE en juin estimait que le chômage allait continuer encore à augmenter. Depuis, le gouvernement Rocard a prévu en plus de diminuer "d'au moins 1,5%" les emplois dans la fonction publique. L'OCDE indiquait aussi que la production industrielle devrait rejoindre cette année le niveau de 1979, le maximum qu'elle avait atteint avant la plongée dans la récession en 1980; de même les "taux de marge" -les profits- ont retrouvé en 1987 le niveau de 1973, à la veille de l'écroulement de la crise. Mais le point le plus positif souligné dans le rapport est la "modération salariale": "la situation du marché du travail continuera à peser sur les revendications salariales et la progression des coûts unitaires de main-d'oeuvre serait parmi les plus faibles des pays de l'OCDE".(1) Selon une statistique de l'INSEE publiée début juin (2), le pouvoir d'achat des salaires a baissé l'an dernier de 0,1% ; cette baisse aurait été en fait plus forte s'il n'y

avait eu une forte augmentation des heures supplémentaires. Cette baisse moyenne recouvre des phénomènes contradictoires: une hausse des rémunérations pour les cadres, une forte baisse pour les autres catégories. Une enquête officielle du Ministère des Affaires Sociales reconnaissait en mai que les inégalités de salaires s'amplifient: "contrairement à la plupart des observations passées, les 3 catégories, employés, agents de maîtrise, techniciens-dessinateurs et cadres connaissent entre octobre 86 et octobre 87 des augmentations supérieures à celles des ouvriers"(3).

Une des mesures les plus significatives du gouvernement de persévérer sur cette lancée est le refus d'accorder un "coup de pouce" au SMIC, pour "ne pas écraser plus encore la hiérarchie ouvrière", pour ne pas "nuire à la politique contractuelle" et enfin parce que "la lutte contre l'inflation demeure le meilleur garde-fou pour préserver le pouvoir des salariés"(4). Baisser les salaires réels pour préserver le pouvoir d'achat: encore une trouvaille du "parler vrai" de Rocard !

Au plan politique, toutes ces belles orientations pourraient être soutenues par une coalition du PS et des centristes, préfigurant un remodelage de la vie politique "correspondant au consensus général" sur les grandes options économiques et sociales.

LE FRONT UNIQUE DE LA DEMOCRATIE

Ce consensus n'est cependant général qu'au sein de la bourgeoisie et de ses laquais, ainsi que l'a démontré la poursuite des grèves pendant la période électorale. Le remodelage, appelé aussi "modernisation" par ses partisans, s'il est bien en cours, n'est pas si facile. La force dynamique de ce remodelage sera le PS qui a confirmé qu'il est bien devenu une force centrale sur l'échiquier politique du capitalisme français.

Dès la victoire facile de Mitterrand au 2ème tour des présidentielles, les dirigeants du PS se sont livrés à l'activité comique mais instructive de tout faire pour saboter la victoire de leur propre parti: en déclarant qu'il ne fallait pas que le PS gagne trop largement (Mitterrand), en multipliant les déclarations amicales envers leurs soi-disants adversaires de droite, en leur promettant de leur réserver des sièges et aussi en promettant des sièges au PC.

Cette politique incompréhensible pour qui, comme les Trotskyistes, prend au sérieux la farce électorale (cela a d'ailleurs suscité une certaine grogne contre leurs chefs parmi les militants du PS) a sans doute eu plus de succès que prévu. Mais l'intéressant est qu'elle jette une vive lumière sur les orientations politiques dominantes de la bourgeoisie et sur les reclassements en cours. Une victoire trop forte du PS, telle qu'on pouvait l'attendre mécaniquement

après la présidentielle était inopportune et même dangereuse. Elle signifiait que le PS aurait eu à porter à lui seul la responsabilité de la politique gouvernementale à venir et donc de l'impopularité et du discrédit inévitables en raison de la continuation de l'offensive anti-ouvrière. Or, comme une large victoire du PS impliquait la continuation de la dégringolade du PCF, il n'y aurait peut-être plus eu de force réformatrice suffisante pour contrôler à coup sûr les réactions de la classe ouvrière, risque majeur pour le bourgeois.

Le PS s'est donc chargé d'organiser si besoin était le sauvetage électoral du PCF. En effet la bourgeoisie n'envisage la perspective de l'affrontement direct avec le prolétariat que lorsque les méthodes "démocratiques", "réformatrices", moins risquées et finalement moins coûteuses, ont épuisé leur capacité de paralysie de la classe ouvrière.

Maintenant, -fût-ce sous tente à oxygène- le PC dans l'opposition, il faut bien que le PS partage avec d'autres, à droite, les charges gouvernementales pour éviter son usure trop rapide et en cas de besoin pouvoir changer d'alliés et se refaire une virginité. Mais il faut encore pouvoir justifier l'"ouverture" à droite actuelle quelque peu scabreuse dans la France contemporaine qui

(Suite en page 2)

Dans ce numéro

Comment combattre le fascisme
PRISONNIERS POLITIQUES: ROMPRE L'ISOLEMENT CARCERAL
INQUIETUDES BOURGEOISES

MEETING MAI 68

SUR LA VOIE DE LA
REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE

POLOGNE: Du puissant
mouvement de 1980 à la chausse-trappe
démocratique de l'Union Nationale

Gare aux faussaires !

LES KANAKS SOUS LE TALON DE FER DE L'IMPERIALISME
GERONIMO PRATT, PRISONNIER DU CAPITALISME AMERICAIN.

LA QUESTION OUVRIERE

LA VOLONTE BOURGEOISE DE FAIRE DISPARAITRE LA CLASSE OUVRIERE DANS LE PEUPLE

La classe ouvrière, le prolétariat industriel, est en voie d'extinction: voilà la grande nouveauté de ces dernières années. La classe ouvrière n'est plus "centrale": elle n'est plus au centre de la question sociale. Pour les partis soi-disant ouvriers, en fait bourgeois, eux-mêmes, elle doit désormais ne plus être considérée que comme une partie, et une partie non prioritaire, de la population, d'où émergent au contraire de "nouveaux sujets sociaux", les techniciens, les cadres, les "travailleurs indépendants", les petits entrepreneurs, les artisans, etc. Et tout cela grâce au "néo"- ou "post"- capitalisme qui, par des innovations technologiques continues dans les processus de production et de distribution, et le perfectionnement croissant des institutions et de la vie démocratiques aurait permis d'ouvrir une nouvelle voie au progrès humain et social: une voie qui engloberait le très grand développement économique et financier des pays impérialistes avec les aides généreuses aux pays arriérés et endettés; la très haute productivité du capitalisme à l'époque impérialiste avec l'assistance bénévole aux populations et aux pays dans le besoin; la marche au réarmement et à la guerre avec les aspirations à la coexistence pacifique et les grandes réflexions sur la paix; une voie qui "dépasserait" les vieilles catégories du "socialisme" et du "communisme", héritage d'une époque barbare, pour offrir de nouvelles perspectives au progrès, à la liberté, à l'esprit national, aux traditions populaires, en un mot à la civilisation.

Une voie, enfin, qui ne connaîtrait plus d'antagonismes de classe et qui résoudrait les antagonismes sociaux dans les "choix démocratiques" de chaque pays.

Disparue l'alternative historique: capitalisme ou communisme, dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat, guerre ou révolution.

Comme par enchantement, l'extinction de la classe ouvrière ferait disparaître l'antagonisme de classe et laisserait la place à de nouveaux rapports sociaux fondés sur la participation active de tous les individus, de tous les "citoyens" à l'évolution d'une société saine et "humaine"; elle le ferait sans rien toucher de ce qui est à la base de la société bourgeoise: mode de production capitaliste et donc travail salarié et capital, argent, marché et profit, Etats avec leurs polices et leurs armées. Seule disparaîtrait la classe ouvrière, en tant qu'antagoniste immédiat et historique de la classe bourgeoise, en ouvrant la voie au progrès pacifique, à la solution sans violence de toutes les contradictions, à la victoire du Droit sur l'injustice, de la morale sur la corruption, de la liberté sur la répression.

Voilà le rêve de la démocratie bourgeoise, de toutes les bourgeoisies nationales qui aspirent à faire leurs affaires et à battre leurs concurrents sans exagérer l'usage de la force, et surtout en ayant derrière soi toute la

population et avant tout les salariés.

Faire disparaître la classe ouvrière signifie pour la bourgeoisie la noyer complètement dans le "peuple", en détruire les caractéristiques de classe qui se sont formées historiquement, la disperser en une masse informe qui ne laisse plus apparaître que ceux qui représentent et défendent les intérêts du capital.

Le spectre du prolétariat inculte, aux mouvements sauvages et enclin à la violence, doit être exorcisé: en enfer ou au paradis, l'important pour le bourgeois est que la classe ouvrière ne se reconnaisse plus elle-même, mais se fonde dans le peuple.

La symbolique stéréotypée des mass-médias présente les ouvriers comme une masse informe attachée à l'appareil productif, qui tire sa force de la production elle-même, c'est-à-dire du capital et seulement du capital.

Mais tout cela n'est que le vieux discours que les capitalistes ont toujours tenu à propos des prolétaires et de la société: le moteur du développement et du progrès est le capital, auquel est appliqué le travail ouvrier, récompensé par un juste salaire.

(Suite en page 7)

La menace de l'anti-fascisme démocratique

(Suite de la page 1)

vit depuis le début des années soixantes dans une soi-disant opposition droite-gauche bien utile à la stabilité sociale.

Cette justification, c'est le front national qui la fournit. Décrit comme parti fasciste qui menace la Démocratie, il permet la réactivation des réflexes anti-fascistes et l'appel à la formation d'une union de tous les démocrates par delà les divergences politiques ou de classes.

La question du FN et l'attitude à son égard agitent depuis de nombreux mois les partis politiques. D'un côté la stratégie propre du Front consiste à gommer ses traits extrémistes, à faire oublier ses origines de groupuscule activiste d'extrême-droite, de présenter un visage "respectable" en s'ouvrant aux notables bourgeois. Le gros de ses cadres vient du RPR chez qui il a beaucoup recruté pendant la période de la cohabitation. Loin de prendre des poses anti-capitalistes comme les partis fascistes d'avant-guerre, loin de vilipender les riches "ploutocrates", de critiquer la Démocratie et le parlementarisme, de reprendre certaines revendications et un certain langage socialiste, le FN se dit ouvertement pro-capitaliste, plus "libéral" et plus "Reaganien" que la droite classique; il approuve la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes avec les mêmes arguments que tous les conservateurs; il cherche à se faire une place dans les institutions et reprend les crédos démocratiques. Enfin il n'essaye pas de se faire passer pour socialiste -même "national"- mais s'avoue clairement de droite et propose l'union aux partis de droite traditionnels; bref comme un parti de droite extrême, pas comme un parti fasciste, et Pasqua ne ruse pas quand il dit que pour l'essentiel le RPR partage "les mêmes valeurs" que le FN.

Cette évolution du FN vers la "respectabilité" bourgeoise, sa mue en parti classique n'est cependant un processus ni terminée, ni irréversible.

Les législatives ont montré l'accord général des formations politiques pour maintenir le FN à l'écart et refuser de le considérer comme un parti comme les autres. Même les partis de droite quand il ont passé un accord de désistement avec le FN, n'ont eu de cesse de se démarquer nettement de lui.

Or en fait de politique anti-ouvrière, d'exactions racistes, de chauvinisme exacerbé, les partis de droite ou de gauche ont un palmarès, particulièrement lors de leurs passages au pouvoir, sans commune mesure avec les discours des

tribuns et les pugilats des militants du Front. Comment s'expliquer alors l'ostacisme dans lequel le maintiennent encore ses compères de l'utilisation intéressée qu'en tirent les partis de gauche ?

Il semble bien que pour les cercles bourgeois les plus influents la place du Front National ne soit pas vraiment au Parlement et le jeu des Institutions. L'évolution du Front National vers la "respectabilité" est pour l'heure stoppée par son échec électoral. La voie qui lui reste ouverte est celle de l'opposition extra-parlementaire. La bourgeoisie n'estime pas encore opportun de lui réserver un rôle ou une influence dans la direction des affaires du pays. Le FN est en réserve de la République. Son utilité actuelle consiste dans son rôle de "menace fasciste" qui justifie par contre-coup, l'union des "républicains", le Front unique des démocrates.

DEJOUER LA MENACE ANTI-FASCISTE

Le Front National joue donc le rôle du méchant; disant haut et fort ce que les autres pratiquent en dépit des discours humanitaires, il paraît ainsi plus dangereux que ces derniers, par comparaison ceux-ci deviennent un moindre mal auquel il faudrait se résigner, à défaut de l'approuver avec enthousiasme, de peur d'avoir le FN sur le dos.

Le réflexe anti-fasciste est ainsi réactivé par la gauche (et surtout l'extrême-gauche) et la droite elle-même y souscrit. Le réflexe anti-fasciste est encore aujourd'hui un élément non négligeable de la politique bourgeoise. Contrairement à ce que peuvent naïvement s'imaginer certains, il n'a absolument rien de subversif, même dans ses versions "radicales". Il survit non seulement dans les défilés rituels chaque année devant les monuments aux morts, mais surtout dans l'accord de tous pour défendre "la Démocratie", c'est-à-dire la société et l'Etat impérialistes français. Sa référence est la Résistance et la Libération, c'est-à-dire l'Union Sacrée au delà des classes pour défendre dans la guerre et dans la reconstruction économique l'impérialisme tricolore; son adversaire désigné est Vichy et la Collaboration, c'est-à-dire la France battue et soumise à l'impérialisme allemand.

Dans toute l'Europe, face à l'offensive fasciste anti-prolétarienne, l'anti-fascisme démocratique a servi avant-guerre à paralyser le prolétariat, en le liant à certains secteurs bourgeois et à certaines formes de la domination capitaliste. En l'empêchant de s'engager dans la voie de la lutte révolutionnaire pour le renversement du capitalisme, l'anti-fascisme démocratique a été l'artisan de la défaite de la classe ouvrière et de la victoire de la contre-révolution, avant d'être la formule de l'enrôlement de la classe ouvrière dans la guerre impérialiste.

Face au fascisme, forme extrême de l'offensive capitaliste et de la contre-

révolution, la Gauche Communiste repoussa la formule de l'union anti-fasciste entre les classes pour défendre une forme plus douce de la dictature du Capital, la démocratie bourgeoise. Fidèle au marxisme elle mettait en avant la seule alternative non défaitiste, le développement de la lutte de classe révolutionnaire ouverte (cf, l'article "comment lutter contre le fascisme ?").

La situation politique et sociale est aujourd'hui radicalement différente de ce qu'elle était alors. La crise économique est bien là, mais ses effets destructeurs sont encore suffisamment amortis pour ne pas ébranler la paix sociale. La bourgeoisie n'a pas besoin d'avoir recours à la terreur blanche pour se maintenir au pouvoir; elle n'a pas besoin de se tourner vers un mouvement fasciste pour encadrer une petite-bourgeoisie enragée par la faillite et la misère et la lancer contre un mouvement ouvrier puissant et dangereux. Une gestion sociale-démocrate pour amortir les tensions entre les classes, voilà son programme du moment.

La menace fasciste ne pourrait devenir réelle que dans le cas d'une aggravation de la situation économique et sociale qui provoquerait un réveil de la lutte prolétarienne ouverte. La menace fasciste ne se mesurerait pas alors dans des pourcentages électoraux mais dans des attaques physiques contre les prolétaires, ouvrant la perspective de la guerre civile.

Si la menace fasciste n'existe pas aujourd'hui, la poussée de l'extrême-droite alimente la menace anti-fasciste. Comme hier dans une autre situation, le rôle de cette dernière est de paralyser le prolétariat en lui montrant la société capitaliste actuelle comme la seule désirable et son sort le meilleur possible. Que ceux qui pensent que nous exagérons, lisent les extraits d'un tract distribué le 1er mai par une Association appartenant à la "Coordination nationale anti-fasciste", avec la signature de toute une ribambelle d'organisations "d'extrême-gauche": "... Le Front National n'est pas une organisation comme les autres, elle puise son histoire dans celle du fascisme et du pétainisme (...) Les organisations signataires appellent à manifester contre le fascisme, mais également pour une société solidaire, pour l'égalité des droits, pour la prise en compte des valeurs d'une société démocratique (...) Nous montrerons aux adeptes d'une société totalitaire que nous sommes là et que nous nous battons contre toutes dérives de la société française".

Il est difficile d'imaginer un appel plus direct à défendre la société actuelle, telle qu'elle est! Les révolutionnaires luttent eux pour détruire cette société, ils déchirent le voile des mensonges des "valeurs démocratiques" dont elle se pare, ils préparent la victoire totalitaire de la société socialiste.

Ce n'est pas un exemple isolé. A Marseille la coalition anti-fasciste "Mar-

seille-Fraternité" rassemble autour du PS tout un éventail politique à l'exception du PC, qui va de la LCR à Tapie, en passant par les bourgeois de tout poil.

Toute la campagne de l'extrême-gauche depuis des mois a débouché naturellement sur l'appel à voter Mitterand; et c'est en reprenant les mêmes arguments "battre la droite et l'extrême-droite" que le PC s'est désisté pour les candidats du PS.

De même "Lutte Ouvrière" a invoqué la poussée de Le Pen pour proposer un accord électoral de répartition des circonscriptions du PC.

Le but des révolutionnaires n'est pas de battre la droite et l'extrême-droite, de combattre les "dérives déplorables" de la société bourgeoise, mais de combattre le capitalisme et de le renverser.

Cela ne signifie pas que nous pensons pas que Le Pen et ses partisans ne sont pas dangereux. Mais nous apprécions les dangers de façon différente des démocrates. Eux redoutent Le Pen pour ce qu'il implique d'affrontement sociaux, de troubles de la paix sociale, de bouleversements de la société dans laquelle ils ont fait leur nid.

Nous pensons nous que le danger principal pour le prolétariat est constitué par ceux qui pensent l'enchaîner à la préservation de la société capitaliste démocratique, le paralyser dans l'union anti-fasciste entre les classes, l'induire en erreur sur le rôle de l'Etat, des institutions et de la légalité bourgeoise.

La montée de l'extrême-droite, avant celle demain du fascisme, est le produit de la société capitaliste en crise qui a besoin d'accentuer l'exploitation et la répression de la classe ouvrière. La lutte contre l'extrême-droite, le fascisme, ne peut pas se mener en rêvant à la période libérale, soit-disant "pacifique" de l'époque de la prospérité, mais en s'attaquant à ses racines, au capitalisme et à l'Etat bourgeois. La poussée de l'extrême-droite annonce que les combats de classes se rapprochent. Le prolétariat ne pourra répondre à cet avertissement non en cherchant à se cacher craintivement sous l'ordre de la bourgeoisie démocratique et de son Etat, mais en se préparant à répliquer par la reprise de la lutte de classe ouverte contre le capitalisme. Avancer dans cette direction commence par le refus de l'anti-fascisme démocratique. ●

- (1)"Perspectives Economiques de l'OCDE" no 43 (juin 88)
- (2)"Economie et Statistiques" no 210; voir aussi l'enquête de la CFDT sur les salaires publiée le 7 juin.
- (3)"Le Nouvel Economiste" du 17 juin 88
- (4)"La Tribune de l'Economie" du 22 juin 88
- (5)Tract du collectif "Urgence" (Lyon)

Comment combattre le fascisme

Bien que nous ne croyons pas que l'on puisse parler aujourd'hui de danger fasciste, il nous paraît utile de rappeler comment combattre le fascisme et surtout comment on ne doit pas le combattre à la lumière de l'expérience historique, car ce sont des leçons utiles aujourd'hui par rapport à l'extrême-droite.

D'après le marxisme, le fascisme n'est pas une "rechute" dans des formes anciennes pré-démocratiques, une réapparition d'un passé anachronique, mais au contraire l'aboutissement d'une tendance nécessaire de la société capitaliste.

Il ne peut y avoir de lutte véritable contre le fascisme en dehors de la lutte pour le renversement du capitalisme par la révolution et la dictature du prolétariat.

Tout appel à la défense de la démocratie, toute tentative de combattre le fascisme au nom de la démocratie, toute alliance du prolétariat avec les classes et les partis "démocratiques" conduit à la ruine du mouvement prolétarien et ouvre la voie au fascisme.

Le prolétariat ne peut "choisir" entre démocratie et fascisme, c'est-à-dire entre forme larvée et forme ouverte de la dictature du capital qui correspondent à des phases déterminées de l'accumulation capitaliste et des contradictions de classe. Mais la phase aigüe des contradictions de classe est celle où se pose l'alternative dictature du capital ou dictature du prolétariat.

La lutte contre le danger fasciste passe par la lutte contre le démocratisme, la lutte pour la reconstruction du mouvement prolétarien de classe, avec son organisation de défense économique, avec son programme historique et son parti révolutionnaire, son parti communiste.

Pour illustrer les positions marxistes de lutte contre le fascisme, nous donnons ci-dessous des extraits d'une "Résolution de la Commission Exécutive de la Fraction de gauche du P.C. d'Italie" sur la situation en Allemagne et les tâches des révolutionnaires (mars 32). En opposition à Trotsky qui préconisait en Allemagne le Front Unique du P.C. et de la social-démocratie contre le fascisme, cette résolution rappelle comment le P.C. d'Italie, alors dirigé par la gauche, lutta de façon intransigeante pour l'unité de classe du prolétariat contre l'offensive capitaliste (dont le fascisme était la pointe avancée) et contre les laquais réformistes de la bourgeoisie. Cette position n'avait rien à voir avec la ligne dite du "social-fascisme" suivie par les stalinien en Allemagne qui revenait à diviser la classe ouvrière en imposant comme préalable à l'action prolétarienne de masse la reconnaissance de la justesse des positions du P.C.

Quand la gauche fût écartée de la direction du P.C. d'I., la nouvelle direction imposée par l'Internationale, autour de Gramsci suivit une ligne nouvelle, de recherche de l'unité anti-fasciste avec les socialistes et les démocrates bourgeois. L'histoire a démontré les conséquences catastrophiques de ce type d'orientation qui a toujours facilité la victoire fasciste.

* * * * *

(...) Comme pour la situation en Italie en 1922-23, l'attaque fasciste en Allemagne se développe alors que le capitalisme essaie de soulever devant les masses le dilemme "fascisme ou démocratie", "pire mal ou moindre mal". En réalité, cette manœuvre bourgeoise est

justement celle qui permet le développement de la montée fasciste. Et l'expérience italienne prouve cela lumineusement.

Le parti social-démocrate agit en plein dans le camp des forces bourgeoises et applique la politique de soutien à Brüning (NDLR: le Chancelier du moment) pour éviter "le plus grand mal de Hitler", afin que les masses ne prennent pas les armes pour faire front aujourd'hui à l'attaque fasciste.

La victoire contre le fascisme étant possible uniquement par la lutte armée des masses, le rôle du parti social-démocrate est de fonctionner comme troupe de couverture de l'attaque fasciste, comme complément indispensable à cette attaque.

Le fascisme représente l'issue contre-révolutionnaire à la situation actuelle en Allemagne; le parti social-démocrate représente un facteur indispensable pour la solution fasciste de la situation en Allemagne. Sur ce plan, qui est le fondement de la situation en Allemagne, le jeu des partis et notamment du parti social-démocrate ne fait que calquer la sanglante expérience italienne.

Il apparaît donc clairement qu'une position de Front Unique entre le parti communiste et le parti social-démocrate est inconcevable. La tactique anti-communiste actuelle du parti allemand réside dans bien d'autres raisons. Pour ce qui concerne le front unique, il est évident que le parti n'a aucune tactique de ce genre, mais au contraire une tactique de scission syndicale et pour ce qui est du soi-disant "Front unique par en bas", il est hors de discussion qu'il ne s'agit nullement de Front unique, mais d'une politique de recrutement du parti qui n'est pas basée sur le princi-

pe communiste des adhésions individuelles.

La raison essentielle qui a rendu possible, sous la direction de la gauche la fondation du parti communiste en Italie et le développement de son influence parmi les masses, réside dans le fait qu'il apparaît clairement en face du jeu des 2 facteurs capitalistes: fascisme et démocratie, comme étant le troisième facteur, le facteur prolétarien qui combattait pour la seule solution communiste de l'Etat, la dictature prolétarienne et contre tous les partis y compris démocratiques et social-démocrates qui voulaient amener le prolétariat à donner son adhésion ou sa résignation aux formes "moins pires" de l'exercice du pouvoir étatique du capitalisme.

Le parti communiste d'Italie, en examinant les conditions qui rendaient possible l'attaque fasciste, résolut les problèmes tactiques selon les principes communistes qui sont encore valables pour la situation en Allemagne.

En face et contre la manœuvre capitaliste développée par les partis social-démocrates qui influencent de larges couches des masses, il faut mener l'action politique pour empêcher de laisser servir les syndicats à cette manœuvre, les syndicats étant l'organe qui permet à la social-démocratie de contrôler les masses. La condition du succès de cette manœuvre consiste à éviter de larges combats de masse alors que l'aggravation de la crise économique finit par démoraliser les rangs des chômeurs, les désignant ainsi comme proie à la démagogie fasciste, amenant des corporations entières d'ouvriers à la résignation, au recul devant une lutte dont les conditions apparaissent toujours plus défavorables à cause du ren-

COMMENT COMBATTRE LE FASCISME

forcement de l'ennemi capitaliste et de la terreur fasciste.

Le parti communiste d'Italie mettait en avant comme thème central pour le rassemblement des masses, le problème de la lutte pour les revendications partielles, pour la défense et l'augmentation des salaires, pour une législation sociale contrôlée par les organismes syndicaux de classe du prolétariat, pour la défense des chômeurs à travers le contrôle des licenciements, le maintien du lien du chômeur avec l'usine qui devait continuer à lui verser son salaire vital, pour la défense des libertés de presse, de réunion, d'organisation.

L'organisme indiqué pour réaliser cette lutte était l'organisme spécifiquement unitaire du prolétariat, c'est-à-dire le syndicat. L'organe de travail du parti appelé à développer cette action à l'intérieur des syndicats, était le "Comité Syndical Communiste", c'est-à-dire le comité central des fractions syndicales communistes.

En présence des différentes centrales syndicales basées sur le principe de la lutte de classe, le parti défendait le principe de leur alliance, "l'Alliance du Travail", étape pour arriver à l'unité syndicale.

Sur le problème même de la défense du prolétariat devant l'attaque fasciste loin de cesser son combat sur les deux fronts, donc aussi contre le parti social-démocrate qui voulait en fait immobiliser le prolétariat, le parti communiste posait le problème de la défense quotidienne du prolétariat contre la terreur fasciste, sur la base des organisations de classe. Il préconisait la formation de groupes armés sur la base des syndicats, réalisant de cette façon l'indispensable liaison des problèmes de la lutte armée avec ceux de l'action anti-capitaliste immédiate dans une situation où le succès de la plus petite lutte économique était conditionnée par la défense victorieuse contre la terreur fasciste. Sur le plan général, l'arrêt dans un premier temps de la montée fasciste, puis son étranglement, ne pouvait être que la conséquence de la contre-attaque générale du prolétariat pour la défense de ses conditions de vie, contre-attaque se manifestant dans la grève générale qui, dans un moment de tension extrême des rapports de classe, devait poser immédiatement les problèmes capitaux de la prise du pouvoir politique.

En définitive, la politique communiste devant l'attaque fasciste consistait à mettre au premier plan les problèmes élémentaires de classe résultant de cette attaque et la reconstitution du front prolétarien sur cette base de classe, en prenant comme organe pour la réalisation de ce front, l'organe spécifiquement unitaire du prolétariat, à savoir le syndicat. Evidemment, c'est sous la même optique qu'étaient résolus les problèmes des paysans et des travailleurs intellectuels, c'est-à-dire de ces catégories sociales qui, en raison des contrecoups de la crise, sont les plus sujettes à la démagogie fasciste pour servir comme formations blanches contre le prolétariat.

La social-démocratie voyait ainsi diminuer ses possibilités de manœuvre dans le camp prolétarien. La plus petite expérience de classe confirmait pratiquement la politique du parti; le ressort capable de rétablir le front de lutte du prolétariat contre le fascisme était celui de la lutte pour les mouvements de classe contre le patronat et contre le chômage.

L'expérience allemande prouve que la politique social-démocrate de soutien à Brüning est bien celle qui a permis le régime des décrets d'exception (mesures draconiennes d'austérité anti-ouvrière - NDLR), alors même que ce sont ces décrets qui permettent la montée du mouvement fasciste.

En Allemagne, il est évident que le fascisme ne sera vaincu que par la victoire de la révolution prolétarienne. (...)

PRISONNIERS POLITIQUES : ROMPRE L'ISOLEMENT CARCERAL

Après avoir fait grand tapage sur l'arrestation des militants d'A.D. et sur leur procès, l'Etat et ses médias sont rentrés, sitôt refermées les portes du tribunal, dans un profond silence. Les feux de l'hystérie sécuritaire se sont momentanément éteints, laissant les nouveaux otages du capital se faire broyer dans l'ombre et l'isolement par la machine carcérale.

Dans le rôle de dérivatif et de conditionnement idéologique, les élections à 4 tournées ont remplacé les rugissements féroces de tous les ténors de la politique bourgeoise contre le terrorisme. Ou plutôt le spectre du terrorisme, présenté comme ennemi public No 1 a été mis au service des élections.

Au cours de cette longue et pénible campagne électorale, tous les candidats se sont vantés d'être les meilleurs garants de la paix et de l'ordre. A l'hystérique Le Pen, qui ne s'embarasse pas de subtilité de langage pour déclarer la guerre à mort aux "fauteurs de trouble" et aux "terroristes assassins", Chirac aura répondu par l'efficacité de 2 ans de gouvernement qui mène à bien la guerre contre A.D., qui aurait permis de faire baisser la délinquance par l'omniprésence des flics dans la rue, les quartiers, les métros, etc. Surtout Chirac aura pu couronner sa campagne par la libération de "nos" otages du Liban, qui ont servi pendant de longs mois à renforcer l'union nationale contre la "barbarie" moyen-orientale (pour le commun des mortels: contre les arabes). Il aura pu se féliciter de la réussite de l'opération militaire de libération des "otages français" gendarmes contre les "terroristes" Kanaks.

A cette efficacité répressive et aux accusations de laxisme lancées par la droite, Mitterrand, offusqué, a répondu que Pasqua n'a pas été plus efficace que lui, qu'il n'avait jamais cédé au "terrorisme" (les terroristes de Green Peace en savent quelque chose), que la baisse de la délinquance avait commencé sous la gauche et qu'elle n'était finalement que le résultat du travail en profondeur de renforcement de la police depuis 1981 (ce qui est incontestable). Pour se laver de tout soupçon il a décidé de restreindre la portée de la loi d'amnistie traditionnelle après une élection présidentielle; en particulier seront exclues du champ d'application toutes condamnations portées sous accusation de "terrorisme", en même

temps que les affaires de drogue, de proxénétisme et ... les licenciements pour infraction au code du travail.

Ce sont les gouvernements Mitterrand qui ont préparé le terrain ou l'ont laissé dégagé pour une répression plus large et féroce. Ce sont eux qui les premiers ont ouvert les "festivités" d'expulsion de militants basques ou d'immigrés africains, après avoir, "Etat de Droit oblige, légalisé et généralisé les prisons clandestines pour les expulsés.

Le PCF, champion du Bulldozer anti-immigrés est partisan de "l'ordre"; il se félicite de voir libérer les otages prisonniers de l'Iran et emprisonner les "assassins d'Audran" fournisseur d'armes à l'Irak.

Quant aux autres, alternatifs de gauche, ex-extrêmes gauchistes, lorsqu'ils n'approuvent pas formellement la chasse aux terroristes, ils se contentent au mieux de verser une larme très discrète sur leurs conditions de détention pour mieux renvoyer dos à dos Etat et A.D., coupables du même "crime terroriste": ils laissent ainsi par cette attitude carte blanche à l'Etat pour exercer sa répression.

Pourtant les causes et les mécanismes de répression qui frappent aujourd'hui une catégorie étroite de militants sont les mêmes que ceux qui sont à l'origine des expéditions de CRS contre les grévistes, les manifestants, les travailleurs immigrés !

Dans une époque de lutte de classe ouverte, quand le prolétariat sera en mesure de répondre coup pour coup, organisation contre organisation, aux attaques de la bourgeoisie et de ses appareils de domination et de contrôle social, la libération des prolétaires prisonniers, des prisonniers politiques du prolétariat sera le résultat non de pétitions, de récolte de signatures ou d'interpellations parlementaires, mais d'actions de force du mouvement ouvrier reconnaissant dans les prisonniers ses propres frères, ses propres fils.

Aujourd'hui l'indifférence générale de la part du prolétariat vis-à-vis du sort de ces militants, ne permet pas d'avancer avec une quelconque chance de succès, la revendication de leur libération, fût-ce pour des motifs de "salut et d'intégrité physique". C'est-à-dire que le mouvement prolétarien doit revendiquer pour eux - et c'est bien le minimum pour les communis-

tes - la défense de leurs conditions de détention et donc l'abolition de l'isolement et des mesures doublement répressives adoptées pour leur anéantissement moral et physique. Indépendamment des limites actuelles dans lesquelles la voix des communistes peut être entendue et des effets pratiques immédiats du caractère de classe de notre propagande, nous entendons nous adresser aux couches les plus combattives et aux éléments les plus conscients du prolétariat pour qu'ils reprennent à leur compte la défense des conditions de détention des prisonniers politiques. Nous ne pouvons que saluer la formation d'associations comme l'AFAPP (Association des Familles et Amis des Prisonniers Politiques); celle-ci écrit dans un communiqué:

"(...) A partir du moment où la confrontation entre les révolutionnaires et l'Etat atteint un degré tel que la répression s'intensifie, que les prisons se remplissent toujours plus de militants (récemment 29 Kanaks sont venus s'y ajouter), il y a une nécessité pour leurs parents et amis de s'organiser à l'extérieur. Un des buts de l'AFAPP est d'oeuvrer pour obtenir des conditions de détention qui leur permettent de continuer leur réflexion et leur travail politique.

Pour intervenir dans la situation des militants prisonniers, l'AFAPP se donne pour but de dénoncer le plus largement possible les actuelles conditions de détention, et de populariser les légitimes revendications des prisonniers, notamment:

- abolition de toutes les formes d'isolement, - droit à des réunions de travail régulières et collectives, - ainsi qu'à une libre correspondance entre eux, - libre accès à l'information et aux publications politiques de leur choix, - arrêt de la censure et du blocage de la correspondance, - des documents et des livres, - fin de la restriction du droit de visite."

(adresse de l'AFAPP: BP 716, 75162 Paris cedex 04)

La répression de l'Etat bourgeois sur les militants prisonniers ne doit pas rester sans effet; elle doit être une incitation à activer les forces prolétaires de la façon la plus cohérente et patiente, en direction de la réorganisation classiste, en dehors de l'impuissance démocratique et opportuniste, mais aussi en dehors des réactions individualistes et "romantiques" à cet opportunisme lui-même.

MEETING MAI 68
des illusions d'hier aux tâches concrètes
aujourd'hui pour la reprise de la lutte de classe

Le 26 mai dernier, notre parti a organisé à Genève un meeting sur "Mai 68, des illusions d'hier aux tâches concrètes aujourd'hui pour la reprise de la lutte de classe", dont nous publions ici le compte-rendu.

En préliminaire de l'exposé, nous avons expliqué que les raisons d'une telle réunion ne tenaient pas dans une ridicule commémoration "d'anciens combattants" (ce que fera la LCR en France), et que si nous parlions de mai 68 en France plutôt que de l'Autonne chaud italien l'année suivante ou que d'autres mouvements sociaux de cette même époque et dans d'autres pays, ce n'était que par commodité de la démonstration de la nature des réactions sociales et prolétaires et parce que mai 68 faisait l'objet dans les pays francophones d'un grand tapage médiatique de la part de la bourgeoisie.

Quelqu'aient été les spécificités de mai 68 par rapport aux mouvements étudiants et ouvriers d'autres pays, les causes de son éclosion et le bilan que nous en tirons sont fondamentalement les mêmes.

L'objet de l'exposé était avant tout de montrer que mai 68 ne fut pas cette "répétition générale" tant annoncée par l'ensemble des forces du gauchisme mais qu'il constituait bien les bases vers une société plus "libérale et solidaire" où, à l'accroissement du fardeau que porte le prolétariat, se combinait une nouvelle époque de charité et d'action caritative où le showbiz remplaçait avantageusement l'Eglise et ses soupes populaires. Et enfin ce qu'il fallait démontrer c'est que mai 68 non seulement n'était pas la "répétition générale", donc la première phase d'une nouvelle période de reprise et d'extension des luttes de classes, mais bien plutôt encore un épisode appartenant à part entière à la phase de la contre-révolution stalinienne et porteur d'un recul général de la classe ouvrière face à l'offensive bourgeoise de grande ampleur qui se préparait pour les années de crise à venir.

Pour comprendre cela, l'exposé a brièvement rappelé que chaque événement historique n'est pas détaché de l'histoire générale de la société et en particulier de celle de la société bourgeoise et du mouvement ouvrier. Ce dernier est passé durant ce siècle d'une phase révolutionnaire qui vit la victoire de la révolution russe d'Octobre à une deuxième

phase de reflux révolutionnaire et de trahison de la classe ouvrière, marquée définitivement par l'adoption en 1926 du "socialisme dans un seul pays". Depuis l'opportunisme ouvrier représenté par les PC nationaux, PCF en l'occurrence, a connu avant la deuxième guerre impériale une période de croissance de son influence sur la classe ouvrière grâce à l'attrait que représentait la "construction du socialisme en URSS" et à l'image encore vivante de la révolution bolchévique.

L'après-guerre permettra encore à l'opportunisme (auréolé de surcroît par la résistance patriotique) de maintenir son contrôle et son influence sur la classe ouvrière, mais en usant moins cette fois-ci de l'illusion du "socialisme en URSS" que des miettes que l'impérialisme cédait aux prolétaires par l'intermédiaire des organisations politiques et syndicales le représentant, PCF et CGT en tête. A la fin des années 60 le PCF se prépare d'ailleurs à la perspective d'aller au gouvernement et s'oppose - comme mai 68 le démontrera - à toute initiative ouvrière qui ternirait son image de parti responsable des destinées et des intérêts de la France.

A la veille de 68, la situation pouvait donc être caractérisée par l'exis-

tence d'un opportunisme encore assez puissant pour influencer le prolétariat et d'autre part un capitalisme où se font jour les premiers signes de la crise, où des contradictions profondes commencent à apparaître, nécessitent une diminution des miettes versées aux prolétaires. C'est dans l'immédiat pré-68 que l'Etat pour la première fois va commencer à revenir sur des concessions accordées à la classe ouvrière (sous forme d'amortisseurs sociaux) avec les "ordonnances" de De Gaulle sur la Sécurité Sociale; c'est dans cette période que le patronat, encouragé par la fermeté gouvernementale, engage sa première grande offensive dont le résultat est une baisse du salaire réel en 1967 des travailleurs pour la première fois depuis le début de l'expansion économique des années 50.

L'exposé rappela ensuite les principaux événements de l'année qui virent dans un premier temps les étudiants se soulever contre "l'université de papa" et ensuite les prolétaires arrêter le travail sur tout le territoire.

Commencée par l'occupation de Sud-Aviation à Nantes et de Renault-Cléon le 14 mai, les grèves ouvrières seront suivies 10 jours plus tard par 10 millions de travailleurs. Et le 27 mai l'Etat, les patrons et les syndicats signaient les Accords de Grenelle, véritable mise à mort du mouvement de grève.

LE MOUVEMENT DES ETUDIANTS

Nous avons d'abord rappelé que l'université n'a pas une fonction neutre, au-dessus des classes, mais qu'elle est bien le creuset dans lequel le capital forge ses futurs agents qu'il s'agisse de ses futurs chefs de la production et donc de la discipline de fabrique, de ses agents administratifs chargés du fonctionnement de la machine de l'Etat

(Suite en page 4)

MEETING MAI 68

(Suite de la page 3)

ou de ceux dont la fonction sera idéologique. Ces agents-là, le capital n'en fait pas des prolétaires, leur fonction leur donne droit au paradis de la bourgeoisie et s'ils ne peuvent gravir les plus hautes marches du moins reçoivent-ils suffisamment de privilèges pour rester de bon chiens de garde. Mais le capital a besoin des meilleurs éléments, la "démocratisation des études" lui permet donc de ratisser large et la sélection de ne retenir que les meilleurs en fonction des besoins quantitatifs réels.

La concentration capitaliste, l'exacerbation de la concurrence, ne font plus de l'Université un temple fermé où les fils de bourgeois assurent leur carrière, mais une vaste usine à cerveau où la sélection est toujours plus vigoureuse. Mais la sélection c'est aussi le risque de perdre ses privilèges de futur intellectuel, cadre, prof, fonctionnaire administratif, etc... Ne pas être sélectionné, c'est tomber dans la prolétarianisation, dans la masse des sans réserve; c'est perdre son "individualité". Car en dépit des apparences de masse du mouvement étudiant, la question centrale est bien celle de l'émancipation des étudiants en tant qu'individus promis aux privilèges.

L'émancipation sociale sera donc naturellement présentée comme l'addition de l'émancipation de chaque individu. Les références des "contestataires", comme Cohn Bendit, seront donc puisées chez les situationnistes, chez "Socialisme ou Barbarie", dans l'existentialisme ou chez Marcuse. Le mouvement étudiant au travers de ses thèses et quelque soient ses tendances particulières, avance la même idée: pour résoudre un problème global, il est nécessaire de passer par les solutions aux problèmes individuels.

Appliqué à la lutte politique du prolétariat cette philosophie bourgeoise s'avérera catastrophique, puisqu'elle suppose que le pouvoir d'Etat repose sur le "consensus" des masses d'individus et que par conséquent l'Etat s'écroulera de lui-même si tous les individus s'arrachent de ce consensus. La conclusion d'une telle absurdité fut que la révolution sociale passe par la révolution des consciences et des problèmes individuels, processus où ce n'est plus la classe sociale qui importe mais le Moi suprême.

L'individualité, contestataire en 68, ne sera pas inutile au Capital. Au contraire, elle s'inscrivait dans son cours historique inexorable où l'individu prend une place de plus en plus pesante dans l'idéologie bourgeoise, répondant aux nécessités imposées par la crise capitaliste, donc par la concurrence accrue entre capitaux sur le marché des marchandises et entre travailleurs sur celui du travail.

La "révolution des mentalités" a introduit la flexibilité familiale, la flexibilité sexuelle, la flexibilité des apparences (le "look") et autres flexibilités bousculant certains us et courumes, qui plus immobilistes n'en étaient pas moins bourgeois pour autant. Elle introduisit ainsi les bases propagandistes du capital aujourd'hui pour faire accepter aux prolétaires les autres flexibilités, celle du salaire, celle de l'horaire, celle du lieu de travail, celle de l'emploi lui-même, etc...

Il n'a donc pas été étonnant pour nous que les anciens pourfendeurs du mandarinat universitaire (qui représentaient on ne peut mieux l'immobilisme des fonctions acquises) se fassent aujourd'hui les chantres de l'"innovation", du "challenge", du "mouvement" et détrônent leurs aînés pour se statuer en nouveaux mandarins des temps post-modernes, avides de notoriété publique et de fonctions ministérielles.

LE FORMIDABLE MOUVEMENT DE GREVES OUVRIERES

La poussée de fièvre sociale fut subite et son ampleur difficilement prévisible, mais cela ne veut pas dire inexplicable. La fin des années 60 marque les premiers signes de la crise capitaliste. La concurrence internationale s'aggrave et le déséquilibre monétaire s'installe, les patrons ne libèrent plus avec autant de facilité les quelques miettes qui ont fait le bonheur des marchands de frigos et de télé. La grève de la Rhodiaceta (textile lyonnais) est de ce point de vue significative de cette situation de concurrence accrue qui dans ce secteur voit l'entrée en force des asiatiques (1).

L'explosion ouvrière de Mai 68 c'est aussi le ras-le-bol spontané de la pesanteur du syndicalisme officiel qui n'agit qu'à coups de grèves à la carte, planifiées, contrôlées, perlées, tournantes, etc., qui jamais ne soudent réellement les travailleurs dans la lutte. La Grève presse-bouton n'est plus à l'heure du jour!

Mais Mai 68 n'est pas la lutte d'un prolétariat à bout de ressources, c'est celle d'un prolétariat qui a des réserves (réserves qui lui permettent justement d'affronter, sans concéder de trop grands sacrifices, une grande grève) et, qui réagit aux premiers signes d'offensives contre elles. Le prolétariat n'est pas encore passé au tourniquet de la crise, les grands sacrifices sont encore devant lui. Les grèves de 68 auraient donc pu lui servir de vaste champ d'expérience pour les luttes futures contre les offensives toujours plus rapprochées et percutantes du capital, si elles n'avaient pas été brisées, sabotées, étouffées, isolées par l'opportunisme comme en 36, comme en 47.

Le PCF et la CGT particulièrement, seront à la pointe du combat anti-ouvrier. Dans les entreprises pour saper la préparation, l'organisation et la direction des luttes, leurs militants suivant les directives centrales épuisent leurs énergies dans la chasse aux travailleurs combattifs et militants d'extrême-gauche, taxés pour l'occasion de "provocateurs-fascistes", d'"aventuriers", de "faux-révolutionnaires" à la solde de de Gaulle. Face à la répression sur les prolétaires les plus engagés et les étudiants, leur silence officiel trahit leur approbation de l'usage du bâton par les CRS. Et lorsque 3 ans plus tard Pierre Overney, militant de la Gauche Proletarienne, se fera descendre à Renault par le vigile Tramon, le PCF et la CGT renverront dos à dos gauchistes et patronat, sinistre façon de dire que Overney n'a eu que ce qu'il méritait!

Donc face à la montée des luttes, l'opportunisme devait agir vite, à la base comme au sommet.

Le 25 mai, patrons, Etat, syndicats, se réunissent donc à Grenelle et deux jours plus tard ces derniers sortiront de leurs tanières en criant "victoire, retournez au travail, nous avons fait plié le patronat!". Mais les ouvriers ne veulent pas retourner au travail comme le leur intiment les bonzes syndicaux, ils savent bien que les promesses de Grenelle sont volatiles. Faute de toute direction coordonnée et centralisée des luttes les prolétaires finiront bien par y retourner, mais au compte-goutte d'abord et en ordre dispersé. Les grèves dureront en fait jusqu'à mi-juin.

L'opportunisme a donc eu raison une fois de plus de la lutte ouvrière et la bourgeoisie saura le récompenser plus tard. (Le "Courrier du Démocrate", centriste, déclarera en conclusion d'une élogie sur le sens des responsabilités du PCF et de la CGT que "...pendant quelques 48 heures l'ordre public en France s'est appelé Georges Séguy...").

LES ERREURS DU GAUCHISME

L'exposé n'est pas entré dans le détail des programmes des différents groupes politiques de l'extrême-gauche qui ont éclo ou se sont revitalisés en 68, mais s'est limité à expliquer les grandes erreurs de ces courants vis-à-vis de Mai 68.

La plus grave des fautes politiques fut de considérer Mai 68 comme une sorte de "répétition générale" équivalente à 1905 pour la révolution d'Octobre, c'est-à-dire de considérer cette date comme celle de l'ouverture d'une phase prérévolutionnaire. Le gauchisme -dont la tare éternelle est de vouloir à tout prix et sans cesse accélérer de façon volontariste le cours de l'histoire- trouvera dans l'agitation étudiante, les grèves ouvrières et le renforcement de la gauche bourgeoise parlementariste, la preuve de cette analyse. Face à l'évidence de l'inexistence d'une force politique révolutionnaire agissant comme direction des luttes, comme face à l'évidence des limites de l'auto-organisation de la classe ouvrière pour les groupes anti-partis, le salut pour "tenir le cap révolutionnaire" fut pour ces courants de subordonner toujours plus, non plus seulement dans leur théorie mais aussi dans leur pratique, leur stratégie et tactique à celle du parlementarisme ou plus généralement de la démocratie.

Ayant analysé le cours du capitalisme comme définitivement en crise et ne pouvant dans l'immédiat même que provoquer le conflit "révolutionnaire", le gauchisme engendrait les pires illusions et erreurs sur les tâches réelles du prolétariat à ce moment-là et plus particulièrement encore sur celles de son avant-garde politique. Pour accélérer le cours historique tous firent dépendre le sort du prolétariat à leur capacité de gauchir les partis ouvriers bourgeois (PCF et PS), réclamant même chez les trotskystes un gouvernement PS-PC comme première victoire ouvrière sur la bourgeoisie. Depuis lors cette expérience de gouvernement taxé alors "d'ouvrier" est faite et il n'est plus à démontrer que la classe ouvrière n'en a rien à attendre si ce n'est un renforcement de l'Etat bourgeois.

L'immédiatisme gauchiste procédait de la même façon quelque soit la chapelle. En éliminant une ou plusieurs condi-

tions nécessaires pour caractériser une situation comme prérévolutionnaire ou du moins au point de départ d'une courbe ascendante des luttes de classes culminant dans la révolution, il jetait les bases les plus confuses pour renforcer politiquement le prolétariat. La tactique et le mouvement prenaient alors tout le poids de l'activité et s'érigeaient en principe même. La révolution ne pouvait pas attendre le parti, le programme communiste, la théorie et une tactique solidement ancrée à celle-ci. L'Etat lui-même était présenté comme un tigre de papier. Cohn Bendit qui avait le moins peur des élucubrations délirantes pouvait ainsi écrire que "du 27 au 30 mai, plus personne n'avait le pouvoir en France" et qu'il fallait "accomplir le saut qualitatif de la prise du pouvoir dans les usines", c'est-à-dire pratiquement "prendre le pouvoir en relançant l'activité économique au profit des salariés et en gérant certains services publics".

Le gauchisme vécut 5 ans sur cette illusion d'être aux portes de la révolution et devant l'entêtement des faits (la révolution tardait à venir) affronta ses premières crises. Pour certains ce fut la fin de l'aventure gauchiste pour se doter d'une respectabilité politique, c'est-à-dire surtout pour se faire reconnaître comme partenaire par le réformisme ou pour s'autodissoudre et partir à la recherche de la notoriété individuelle. S'il n'a pas totalement disparu, comme les groupes maoïstes, il est devenu le flanc gauche attiré du réformisme bourgeois ou a prolongé ses illusions sur la possibilité d'accélérer le cours de l'histoire dans la lutte armée individuelle.

EN CONCLUSION

Mai 68 ne s'inscrivait pas dans une phase de renaissance de la lutte de classe amenant le prolétariat à dépasser rapidement les limites revendicatives étroites pour se poser la question du pouvoir, mais se situait toujours bel et bien dans cette tragique courbe contrerévolutionnaire issue de la dégénérescence de la révolution russe dans le borborygme national-patriote. Les grèves de Mai 68 par leur ampleur, ne doivent pas faire oublier que le prolétariat est toujours fermement attaché au respect des institutions démocratiques et qu'il est, en dépit de saines réactions particulières, toujours bien contrôlé par l'opportunisme. Dans de telles conditions de dépendance et d'intégration à l'Etat, il est déjà vain d'attendre du prolétariat qu'il se mobilise contre ce qu'il vénère encore. S'arracher à la domination démocratique et aux illusions qu'elles engendrent, ne peut pas être un acte de renversement brutal de tendance. Les réactions ouvrières de 68 ne sont pas marquées par le sceau de la révolution mais toujours par le sceau des "trente glorieuses" capitalistes et le désarroi du grand bourgeois de Gaulle ne peut être confondu avec "les vacances du pouvoir".

Si depuis les choses ont évoluées, ce n'est pas par un brusque retournement de situation mais sous la longue pression premanente, à dose savante, de la bourgeoisie et de ses complices opportunistes, qui prive progressivement les prolétaires des métropoles impérialistes de leurs privilèges passés. Et c'est à la lumière de cette offensive et du repli de plus en plus profond du prolétariat que l'on peut maintenant démontrer que le prolétariat doit passer par un long et douloureux chemin avant de reprendre la voie de la lutte de classe.

La condition première pour qu'une reprise des luttes de classe soit effective, et que le gauchisme éclipsait totalement, est que le prolétariat se reconnaisse vraiment comme classe propre, aux intérêts inconciliables avec ceux du capital. Il faut donc que les prolétaires agissent de façon indépendante d'orientation de conciliation ou de subordination aux intérêts supérieurs de l'entreprise, de la Nation. Sur ce terrain et de cette façon ils s'affronteront aux agents directs du capital, les patrons, l'Etat, comme aux agents indirects, appareils syndicaux, partis réformistes, etc. et perdront l'illusion de pouvoir s'arracher à leur sort autrement qu'en ne comptant que sur leur propre force de classe.

Mais l'existence d'une forte poussée de classe ne suffit pas à déclarer la révolution imminente. Il n'y a pas, il n'y aura pas de révolution sans que le prolétariat ne fasse sien le bilan de toute son histoire et ne reconnaisse pas à nouveau dans le marxisme sa doctrine, sa théorie pour l'action. Cette reconnaissance ne se fera pas de façon spontanée ou empirique, elle ne pourra être que le fruit de la fusion du mouvement ouvrier avec le socialisme, c'est-à-dire de l'existence d'un parti de classe unique dirigeant la classe ouvrière des luttes partielles aux luttes plus vastes de la guerre révolutionnaire.

Dans la perspective d'une reprise des luttes de classe, la question fonda-

mentale pour nous n'est pas de connaître sous quelles formes particulières elle s'effectuera, mais de savoir par qui sera-t-elle dirigée et dans quelle perspective sera-t-elle orientée.

Pour qu'elle dépasse la lutte pour le pain pour devenir celle de la lutte pour le pouvoir, il n'y a pas d'autre possibilité que la direction ferme du parti de classe. Eclipser la question du parti, du patrimoine qu'il doit défendre, de son programme, de sa tactique, serait revenir aux mêmes erreurs tragiques de 68, qui elle-même n'étaient que la funeste répétition d'erreurs passées.

C'est pour un parti authentiquement communiste et révolutionnaire que nous nous battons, et c'est toute illusion d'y trouver un quelconque succédané que nous condamnons fermement.

En 68 comme en 88 la question de la construction du parti reste la question centrale pour l'avenir du mouvement du prolétariat et il n'y aura pas de situation révolutionnaire ou prérévolutionnaire possible sans que la classe ouvrière n'ait à sa tête une direction politique centralisée agissant sur la base du programme communiste et du bilan du cours historique de la contre-révolution.

(1) Dans "le prolétaire" numéro 43 de mai 1967 nous disions: "Le raidissement patronal dans les branches touchées par les grèves lyonnaises comme dans toutes les autres branches, découle des perspectives d'une crise dont les prémisses sont déjà vérifiables".

SUR LA VOIE DE LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE

(Suite de la page 5)

Les communistes révolutionnaires ne tombent pas dans les faciles illusions qui peuvent être créées par les explosions sociales; ils ne tombent pas non plus dans l'immobilisme fataliste qui attend l'apparition d'un mouvement ouvrier "pur", non contaminé par l'opportunisme et l'idéologie bourgeoise. Les communistes révolutionnaires savent que leur tâche prioritaire et permanente est la formation du parti de classe, organe de direction du mouvement de classe, de la révolution et de la dictature du prolétariat.

Mais ils savent aussi que la lutte de classe ne surgira pas d'un coup, un beau jour, dans toute sa puissance. Le processus de reprise de classe est inévitablement long, avec des bonds en avant et des reflux; et c'est au travers de ce processus que les masses les plus combattives et les plus conscientes du prolétariat se remettront en mouvement sur les bases de classe. Les communistes révolutionnaires ne sont pas des anarchistes qui attendent le "grand soir" où tout s'écroulera par la seule force spontanée des masses. La préparation révolutionnaire des masses passe au contraire par la préparation révolutionnaire du parti de classe, au contact de la classe ouvrière. Le problème ne peut jamais être de "se salir" ou de ne pas "se salir les mains" avec les mouvements sociaux. Le problème sera toujours d'importer dans les mouvements sociaux et dans le prolétariat en particulier l'expérience générale, historique de la classe ouvrière de façon que le prolétariat puisse se reconnaître comme classe antagonique à la société présente, comme force indépendante et reconnaisse dans le parti de classe la plus grande expression historique de ce fait.

Etre pour la lutte de classe, pour le prolétariat, signifie lutter avec les méthodes et les moyens, les objectifs et les orientations cohérents avec le programme historique de la classe prolétarienne. C'est pourquoi toute manifestation de rupture de la paix sociale est pour les communistes révolutionnaires une occasion d'organisation classiste, de dénonciation de l'activité anti-ouvrière de toutes les forces qui cherchent à éviter la rupture avec le collaborationnisme, de bilan des expériences utiles pour que les luttes futures ne repartent pas toujours à zéro.

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926 Directeur-gérant: Dessus Versements: Timbres-poste, mandats ou chèques à l'ordre de Dessus. Abonnements au PROLETAIRE: 50 FF 200FB 25 FS 1200L Abonnements de soutien: 100FF 400FB 40FS 2500L PROGRAMME COMMUNISTE: (4 No) 80FF 480FB 24FS 20 000L soutien: 160FF 1000FB 50FS 40 000L Abonnements à IL COMMUNISTA: 60FF 240FB 30FS 1200L soutien: 125 FF 500FB 60FS 30 000L Imprimé par nos soins

CORRESPONDANCE POUR LA FRANCE: Editions Programme, 17, rue René Leynaud 69001 LYON

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE: Editions Programme 12 rue du Pont 1003 LAUSANNE

SUR LA VOIE DE LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE

Un des problèmes les plus difficiles pour les communistes révolutionnaires, surtout dans une période de faible tension sociale et en l'absence de larges mouvements de classe, est celui de l'évaluation correcte, sans prendre ses désirs pour la réalité, du cours souterrain des contradictions sociales; celles-ci forment en effet la base sur laquelle se développera la tendance à la renaissance des mouvements de la classe et de ses organisations, la tendance à la reprise de la lutte classiste du prolétariat.

Pour le marxisme, la lutte de classe ouverte et son développement en lutte révolutionnaire pour le pouvoir politique est au centre de la perspective historique du prolétariat. Marx soulignait que **toute lutte de classe est une lutte politique**. Pour arriver à renverser le pouvoir bourgeois et à instaurer sur ses ruines sa propre dictature qui entamera la transformation économique de la société actuelle en socialisme et communisme (société sans classes), le prolétariat doit se reconnaître comme **classe**: c'est-à-dire comme une classe sociale aux intérêts historiques indépendants et opposés à ceux de toutes les autres classes sociales. En 1848, le **Manifeste** établit un point qui n'a rien perdu de son importance fondamentale, lorsqu'il affirme: **le prolétariat se constitue en classe, donc en parti**. Sans parti de classe qui lui donne unité de conscience et de volonté historique, le prolétariat ne pourra jamais aller jusqu'à sa constitution en **classe dominante**, par la dictature prolétarienne qui est la nécessaire issue de la révolution.

Et dialectiquement cette affirmation est tout aussi importante pour la lutte du prolétariat dans la période qui le sépare de la révolution, dans cette période où la classe ouvrière est poussée quotidiennement à entrer en lutte pour défendre ses intérêts immédiats contre les classes adverses et avant tout contre la classe bourgeoise dominante et non pas encore directement pour la révolution.

Marx et Engels rappelaient que si le prolétariat n'est pas capable de lutter pour ses intérêts immédiats de façon décidée, organisée, indépendamment des intérêts bourgeois, il pourra encore moins lutter sur le terrain précisément politique de la lutte révolutionnaire.

Ce que Engels appelait "guerrilla de résistance quotidienne" du prolétariat à propos des grèves des ouvriers anglais, ce que Lénine mettait au centre de la lutte prolétarienne en tant que "école de guerre de classe" (*école* et donc pas encore "guerre"), c'est ce que la propagande révolutionnaire a toujours désigné comme lutte de classe "immédiate", sur le plan syndical, ou de façon plus ample, sur le plan social.

Résistance à la pression quotidienne du capital, à la lutte que la bourgeoisie mène en **permanence** contre le prolétariat pour lui soutirer le maximum de plus-value; **résistance** à la pression de la société bourgeoise, à son Etat, à ses institutions, ses lois, sa police, son appareil militaire, sa propagande idéologique et religieuse; **résistance** aux conditions d'existence et de travail que la bourgeoisie et ses valets infligent à la classe ouvrière; cette **résistance** est un premier élément de lutte, et la résistance de **façon organisée et sur le terrain classiste**, c'est-à-dire en opposition ouverte à l'organisation du capital, privé ou public, est le premier élément de la lutte de classe, en rupture avec la paix sociale, avec la collaboration de classes, avec l'intérêt de l'entreprise ou de l'économie nationale.

Résister et **contre-attaquer**, résister pour **organiser** les forces et pour lutter de façon plus efficace, résister pour pouvoir surmonter les défaites et **repandre la lutte**, résister pour reconstituer les conditions subjectives favorables à la lutte, pour s'appuyer sur l'expérience, pour **apprendre de l'ennemi de classe** lui-même.

La classe bourgeoise a, elle, tout intérêt à affaiblir, désorganiser et réduire à néant la force de résistance du prolétariat; elle joue des méthodes fascistes, de répression anti-prolétarienne ouverte en alternance avec les méthodes démocratiques de collaboration entre les classes, de "participation" à la conservation sociale et à la défense des intérêts de la société capitaliste. Et ce ne sont pas seulement les organisations ouvertement bourgeoises et patronales qui remplissent cette fonction. Irremplaçables et bien plus efficaces sont les organisations et les partis "ouvriers", qui peuvent, de **l'intérieur**, saper la résistance prolétarienne, qui prolifèrent comme un cancer au sein même de la classe ouvrière et renforcent ainsi la pression du capital par leur oeuvre insidieuse.

Le prolétariat doit donc défendre ses conditions de vie et de travail contre leur détérioration causée par la voracité du capital, et en même temps défendre ses organisations de classe qui seules peuvent lui permettre de résister et de lutter de façon efficace. **La défense des conditions de vie, de travail et de lutte** est le point central, aujourd'hui, de la lutte de classe. C'est pourquoi la classe dominante et ses alliés essaient et essaieront toujours d'empêcher que la lutte de défense immédiate devienne un fait acquis pour le prolétariat, une expérience réelle, généralisée, organisée, **de classe**.

C'est pourquoi la moindre manifestation d'antagonisme de classe, même limitée et partielle, si elle est menée avec la pleine conscience du caractère inconciliable avec les intérêts bourgeois, la moindre tentative d'organisation classiste et directe des luttes et de leur défense, sont une bête noire pour la bourgeoisie et tout l'éventail des forces de l'opportunisme.

La réalité de l'antagonisme des classes donne au collaborationnisme politique et syndical une importance fondamentale pour la conservation sociale. Leur rôle est d'empêcher la renaissance d'organisations de classe indépendantes des intérêts bourgeois et des appareils de collaboration de classes, de dévier systématiquement le cours à la reprise de classe, de répandre la méfiance en ses propres forces dans les rangs du prolétariat afin que ses luttes mêmes dures ne débouchent pas dans une réorganisation classiste; leur fonction est de maintenir le mouvement de la classe ouvrière dans le cadre de la collaboration des classes et il est donc naturel qu'ils s'en prennent avec véhémence dans les paroles comme dans les faits aux groupes de prolétaires rebelles à leur influence et qui cherchent à s'organiser en dehors de leurs appareils.

Ceux-ci constituent en effet **l'exemple pratique, vivant**, qu'il existe d'autres méthodes de lutte, d'autres moyens que ceux des organisations officielles. L'alternative à la défaite permanente, aux sacrifices inévitables, aux inexorables mesures anti-prolétariennes, à l'aggravation des conditions de vie et de travail **existe** bel et bien, peut être suivie, peut commencer à donner des résultats positifs pour la défense des intérêts prolétaires.

Il a déjà existé parmi les travailleurs des comités de grève, des coordinations de lutte, des comités de base et pas nécessairement "en dehors" et "contre" les syndicats officiels. Le cours réel des luttes détermine dans les faits si ces organismes doivent se constituer "en dehors" et "contre" les appareils syndicaux: les méthodes, les objectifs, les moyens des syndicats tricolores ne cadrent pas avec les exigences de la défense de la condition ouvrière, mais répondent au contraire beaucoup mieux aux "exigences de la production", de la compétitivité de l'entreprise et de l'économie nationale.

Ce sont les faits concrets de la lutte bourgeoise permanente et systématique contre le prolétariat, qui démontrent **de quel côté** se trouvent telles ou telles organisations.

Les prolétaires, ici ou là, commencent, de façon encore fragmentaire, isolée, à **réagir contre cet état de choses**. Ils commencent à réagir contre la démoralisation, l'apathie, le fatalisme, la méfiance en leurs propres forces. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils prennent la voie de la reprise de classe. Des décennies d'habitudes démocratiques, de paix sociale, de participation au collaborationnisme politique et syndical ne disparaissent pas facilement. Mais des explosions de lutte ouvrière ont cependant marqué ces années 80, des mineurs anglais aux chantiers de la Baltique, des sidérurgistes français aux ouvriers de la FIAT, etc.

De ces explosions de colère ouvrière trop longtemps contenue dans l'étouffoir de la paix sociale, le parti marxiste, comme le rappelle Lénine, ne doit pas attendre ce qu'elles ne peuvent et ne pourront jamais donner: la reprise de la lutte de classe quotidienne et systématique.

C'est pourquoi le parti marxiste ne peut fonder les rythmes et les priorités de son activité et de ses perspectives sur les explosions sociales.

Le parti marxiste sait que la force du nombre des prolétaires peut devenir **force de classe active** à la condition d'être **organisée indépendamment** de la bourgeoisie et de l'opportunisme, et **orientée** selon les méthodes de la lutte de classe. Le parti marxiste sait donc que le prolétariat, et surtout ses couches les plus conscientes et les plus combattives, ne pourra se retrouver sur le terrain de la lutte de classe que lorsqu'il aura reconnu dans les faits que la défense de

ses conditions d'existence et son émancipation de la pression capitaliste exige la réorganisation classiste de ses propres forces, c'est-à-dire la **rupture dans ses propres rangs, avec le collaborationnisme et ses méthodes**.

Nous sommes aujourd'hui encore loin d'une rupture effective avec le collaborationnisme syndical et politique; mais le développement des contradictions matérielles dans le sous-sol social pousse inexorablement à la rupture de la paix sociale. La classe dominante et, avec elle, les organisations "ouvrières" bourgeoises ne se résigneront pas à cette rupture; elles font et elles feront tout pour que les forces prolétariennes ne puissent s'unifier sur le terrain de classe. Le heurt entre forces opposées, entre orientations antagoniques, entre organisations ennemies se profile à l'horizon du développement capitaliste: il est inévitable, et la bourgeoisie le sait, par expérience historique.

De son côté tout prolétaire sait par expérience directe que les luttes sociales, les grèves, les affrontements entre le patronat, appuyé par "la loi" et la police, et les ouvriers, ne connaissent jamais une croissance progressive et linéaire. Elles avancent par bonds, par explosions, et connaissent des reculs. C'est pourquoi l'existence d'organisations de classe qui s'appuient sur les expériences partielles et isolées des luttes sociales, est nécessaire. C'est pourquoi l'existence du **parti de classe** qui dépasse les hauts et les bas de la lutte sociale est indispensable pour assurer à la classe ouvrière la voie droite et ferme de la lutte de classe.

Même si l'expérience directe du prolétariat aujourd'hui, caractérisée par le recul de la lutte de classe, la destruction des syndicats de classe et des partis révolutionnaires, ne comprend pas les leçons des grandes luttes des années Vingt; même si l'expérience directe du prolétariat, en particulier dans les pays de l'Occident démocratique, civilisé, prospère, ne connaît pas les affrontements violents entre classes irréductiblement ennemies; même si le prolétariat aujourd'hui n'a pas encore été capable de réagir de façon consciente (grâce à un parti révolutionnaire influent), de façon organisée (par ses associations classistes de défense immédiate) et permanente (à travers une reprise effective de la lutte de classe) à la pression et à la répression capitaliste; même si tout cela est indiscutable, cela n'empêche pas les prolétaires de comprendre que seules les actions de **force**, bien organisées, compactes, avec des objectifs clairs, intransigeants, de classe, peuvent conduire à des succès dans la lutte de défense immédiate.

C'est l'ennemi de classe lui-même, ce sont les patrons qui le leur démontrent dans les faits, par leurs actions systématiques contre le prolétariat.

Ils le démontrent dans leur lutte de concurrence sur le marché pour écouler leurs marchandises, dans leur recherche continue de la compétitivité et du profit, dans leur activité permanente de défense des intérêts économiques et politiques du capital et des avantages privés de leur propre entreprise, de leur propre capital.

Après des décennies de collaborationnisme politique et syndical les prolétaires conscients savent désormais que les méthodes de lutte, les moyens de pression sur l'Etat, les partis, les syndicats, utilisés jusqu'ici, non seulement n'ont pas "garanti" le bien-être, mais n'ont même pas réussi à garantir un semblant d'emploi pour tous.

Les prolétaires conscients sentent que se pose avec une urgence toujours plus grande la question de **comment lutter** pour obtenir ne serait-ce qu'un résultat positif limité et partiel. Ils sentent que les méthodes habituelles n'ont pas été très utiles et n'ont pas assuré même un seuil minimum.

Les faits sont là. Le **chômage** ne diminue pas, mais tend à augmenter. Le **salaire** ne suit pas la hausse du coût de la vie, mais est toujours plus comprimé. Le **travail** ne diminue pas d'intensité, mais la voit augmenter en même temps que croît la productivité par l'introduction de nouvelles machines; la **durée** de la journée de travail recommence à augmenter, par les heures supplémentaires, en dépit des 39 heures (dont le P.S. est le premier à regretter l'instauration). Les **accidents du travail** ne diminuent plus; l'**insalubrité** du travail n'a pas disparu, mais se répand y compris dans les bureaux avec les effets nocifs du travail sur les équipements électroniques; la **pollution** n'a pas été vaincue et elle menace toujours, au delà des murs de l'usine, les lieux d'habitation et le cadre

de vie des travailleurs et de la population, comme vient de le démontrer l'incendie d'une usine à Tours.

Epuisement nerveux, affections cardiaques, problèmes respiratoires, cancers, voilà les maladies modernes. Dépressions, folie, alcoolisme, drogue, suicide: c'est ce que la dégénérescence sociale provoquée par l'exacerbation de l'exploitation, l'accélération des processus productifs, l'aggravation de la concurrence et de l'individualisme, l'expulsion de la production de masses toujours plus grandes de travailleurs, promet à un nombre croissant de prolétaires. Ces effets destructeurs sur l'équilibre physico-psychique des individus, sur les rapports entre l'homme et la nature et dans les relations humaines alimentent une tendance à l'autodestruction et à l'augmentation de la violence sous toutes ses formes.

La violence du mode de production capitaliste, la violence de l'appropriation privée de la richesse sociale, la violence avec laquelle la classe bourgeoise maintient et défend ses privilèges de classe et la séparation entre richesse sociale et production, entre abondance de produits et misère, entre le parasitisme du profit capitaliste et l'enfer du travail salarié; la violence dans les rapports sociaux tend inévitablement à croître en même temps que croît la société bourgeoise, que se développent sa technologie, sa capacité productive, la concurrence mercantile et les rivalités d'intérêts à tous les niveaux. La violence influence tous les aspects de la vie quotidienne, retentit sur les relations entre les individus, pervertit les rapports d'amour, de solidarité, de communauté d'intérêt et d'expérience.

La violence, pas la paix, sourd par tous les pores de la société bourgeoise.

La **lutte pour la survie** redevient le modus vivendi de grandes masses de prolétaires, de déshérités, de millions de pauvres qui peuplent les grandes nations riches et modernes. La lutte pour la survie de millions de personnes est une réalité que les moyens de communication portent à la connaissance de chaque foyer.

Les prolétaires conscients savent que cette réalité permanente est **bourgeoise**, celle de la lutte de chacun contre tous.

Aux licenciements, au chômage, aux expulsions qui frappent les prolétaires des métropoles industrielles, répond la misère, la faim, la mort qui menacent les prolétaires et les masses exploitées des pays pauvres et qui tendent à réapparaître dans les pays riches. La situation de survie précaire que connaissent les exploités des pays "sous-développés" apparaît de plus en plus clairement promise au prolétariat des pays industriels dont une fraction non négligeable a déjà plongé dans la précarisation.

Les prolétaires conscients savent que c'est là l'avenir que la société bourgeoise réserve aux prolétaires; ils sentent que l'époque du bien-être, de l'expansion, du progrès social pacifique est terminée et ne reviendra plus; ils devinent que se développent des contradictions aiguës à la superficie des rapports sociaux (politiques et Etatiques) mais aussi et surtout dans le sous-sol économique, au coeur des conditions matérielles élémentaires de vie. Et ce seront ces déterminations matérielles qui donneront la force objective du futur mouvement prolétarien qui organisera la lutte pour la survie non plus sur le terrain bourgeois factice de l'individu contre le monde, mais sur celui de la guerre classe contre classe, non pour la défense mais pour la suppression du profit.

La voie de la reprise de la lutte de classe se manifestera à travers les formes les plus diverses, nouvelles même par rapport à l'histoire du mouvement ouvrier. Mais son orientation ne pourra aller que dans **une seule** direction: rupture avec la paix sociale et avec le collaborationnisme politique et syndical, organisation classiste indépendante des intérêts patronaux et bourgeois, méthodes et moyens de lutte distincts des exigences économiques et politiques de la classe dominante.

La reprise du mouvement ouvrier sur ce terrain permettra alors de défendre de façon efficace les conditions d'existence prolétariennes, de défendre les conditions de lutte; la lutte de classe, au delà même de la conscience qu'en ont les prolétaires, tend à dépasser et à rompre le cadre des rapports sociaux et de production bourgeois et à un certain point tend à poser le problème du pouvoir, quand la classe dominante n'est plus capable de satisfaire aucune des revendications du prolétariat.

(Suite en page 4)

POLOGNE : Du puissant mouvement de 1980 à la chausse-trappe démocratique de l'Union Nationale

Les grèves du début de l'année en Pologne ont remis le prolétariat polonais sur le devant de la scène des conflits de classe dans l'Europe de l'Est, et soulèvent une multitude de questions qui n'intéressent pas seulement les prolétaires en lutte là-bas mais tout le prolétariat international. La renaissance historique d'une lutte de classe qui ne s'arrêterait donc pas à ses tâches immédiates de défense économique et sociale du prolétariat, mais qui porterait le mouvement ouvrier vers la perspective du pouvoir révolutionnaire, donc qui pose la question du parti de classe, se présente dans les pays de faux communisme mais de vrai capitalisme sous un jour particulier. Pendant des décennies le prolétariat a été abreuvé d'une propagande d'Etat s'infiltrant à tous les niveaux susceptibles de toucher sa conscience et ses connaissances et prônant la "supériorité du régime socialiste sur le régime capitaliste". Cette propagande d'une idéologie aussi étrangère au marxisme que peut l'être tout autre construction idéologique produite par le capitalisme, que ce soit celle du fascisme, de la démocratie et de leurs sous-produits dans le domaine économique (le libéralisme aujourd'hui), social, politique, culturel, etc., a dressé un puissant rempart entre le prolétariat de cette aire géo-historique et la révolution communiste réelle, comme celle qui en Octobre 1917, avant d'être assassinée par la domination stalinienne, avait donné l'espoir à la classe ouvrière internationale d'en finir avec le capitalisme, donc avec l'esclavage salarié, avec l'impérialisme qui partage le monde selon les rapports de forces entre les plus forts et qui place sous son oppression les peuples les plus faibles, avec la guerre qui massacre par millions, en un mot avec cette société dont toute la production matérielle et donc tous les rapports humains et toute la "production intellectuelle" est fondée sur l'obligation fondamentale du profit.

FACE A LA DEMOCRATIE : LA PART DE RESPONSABILITE DU PROLETARIAT DE L'OUEST

A l'Ouest, le prolétariat doit affronter le poids de la domination idéologique de la démocratie et subir à cette enseigne son exploitation et son oppression. Son ennemi de classe ne lui apparaît donc pas de manière formelle dans la peau du "communiste", mais sous celle du capitalisme privé, du patron libéral et entreprenant, restructurant à tour de bras ou sous celle de tous les représentants bourgeois assumant chacun leur rôle (donc y compris les sbires du réformisme politique et syndical) spécifique de garant de l'ordre. Même si la tambouille idéologique que la démocratie lui a ancrée dans sa conscience ne peut être éliminée par le seul fait de quelques brillantes batailles de classe, même si cette idéologie démocratique lui faisait encore penser que le prolétariat à l'Est souffre du "communisme" et non du capitalisme, même si la démocratie devait une nouvelle fois lui être offerte comme l'alternative au fascisme, il ne reconnaîtrait pas dans sa chair le "communisme" comme responsable de sa condition empirante. Cela ne signifie pas évidemment que la bourgeoisie de l'Ouest serait plus impuissante que celle de l'Est à l'écarter par la persuasion idéologique et coercitive de la voie révolutionnaire.

Mais pour les prolétaires à l'Est, et les polonais en particulier, l'ennemi qui baisse le salaire en augmentant vertigineusement le coût de la vie, qui est responsable de la pénurie de vivres et de logements, qui envoie les flics et l'armée les déloger des portails d'usine lorsqu'ils sont en grève, qui les jette en prison à la moindre incartade, qui les frappe et les réprime physiquement, agit sous le drapeau rouge et l'effigie de Lénine. Le mal absolu devient donc le "socialisme" et ses références historiques, le marxisme, la révolution bolchévique, l'internationalisme (qui pour les petits pays de l'Est n'a jamais signifié que le pillage des richesses nationales par l'URSS et le grondement des chars russes venus rétablir l'ordre), le centralisme, etc... Il ne faut donc pas s'attendre, dans l'état actuel de désorganisation totale du prolétariat international et en l'absence de toute direction politique communiste influente, à ce que le prolétariat des pays de l'Est recherche spontanément sa voie actuelle en essayant de renouer avec les fils du passé révolutionnaire de la révolution russe et de la fondation de la IIIème Internationale Communiste. Il faut dans une telle condition, plutôt s'attendre à ce que le prolétariat -et c'est ce qui se passe déjà depuis longtemps- tombe sans défense dans le piège de l'alternative démocratique, plus ou moins libérale, plus ou moins autogestionnaire, mais d'abord et toujours capitaliste.

Quelles qu'aient été la force et l'ampleur des luttes du prolétariat des pays de l'Est ces trente dernières années, quelque soit le développement de ces luttes demain, elles se heurtent à leurs limites propres de luttes pour la défense immédiate des conditions de vie et de travail. Lorsque les dirigeants de ces luttes tentent de les dépasser pour leur donner un objectif politique général, ils ne font que se muer en véritables défenseurs d'un certain ordre du capitalisme, la démocratie, contre un autre de dictature ouverte. Bien vite ils sont passés de l'organisation des grèves à l'organisation du dialogue national.

Le capitalisme occidental, avec ses vitrines redondantes de marchandises, avec ses richesses accumulées grâce à

son impérialisme et à son passé colonial, avec sa capacité à "vendre du rêve", avec ses mécanismes institutionnels qui semblent -mais semblent seulement- faire de tout citoyen un homme libre et égal aux autres qui composent la société, est une formidable chausse-trappe pour tous les prolétaires de l'Est qui y voient sinon le modèle parfait du moins le modèle à adapter à l'histoire de leurs propres institutions.

Il ne faut pas croire qu'il puisse en être autrement. Il faut surtout écarter l'idée, véhiculée par les courants trotskistes ou par la gauche alternative, que les luttes ouvrières trouveront plus facilement la voie du "socialisme vrai" parce que non seulement l'économie serait déjà "socialisée" et ne souffrirait que d'un mal bureaucratique -et non pas de celui bien plus grave de ne subsister que grâce à la réalisation de plus-value- mais encore que la classe ouvrière, habituée au "plein emploi" (en fait le sous-emploi réparti entre tous) ne céderait pas cet avantage à une "capitalisation" de l'économie. Une telle vision des réalités part évidemment du postulat que les pays de l'Est sont socialement et économiquement socialistes, mais que l'appareil d'Etat mis en place à la triste époque du stalinisme en brise l'énergie, en dévoie les objectifs, en déforme le contenu, etc. Dans cette vision donc, les perspectives qui découlent pour la classe ouvrière ne peuvent être que celles d'une réforme du système corrompu, "réhumanisant" et "redynamisant" la société nationale. Qu'une telle réforme soit arrachée par la force ou le fruit d'un "dialogue national", n'enlève rien à sa nature de conservation des bases capitalistes de la production et par conséquent ne fait disparaître ni les classes sociales ni les contradictions matérielles et sociales qui déchirent sans cesse la société et dont la classe ouvrière est toujours la première à en payer les conséquences.

Le prolétariat de l'Est doit se défendre contre l'illusion démocratique s'il ne veut pas changer un borgne contre un aveugle. Mais cette défense se déroule dans les pires conditions historiques et dans le contexte politique le plus hostile à faire revivre les vieilles références bolchéviques. La démocratie qui semble faire le bonheur de tous de l'autre côté du rideau de fer, agit comme une envoûtante sirène dont les charmes insaisissables devient de son chemin la forteresse ouvrière pour l'engloutir dans les eaux profondes du capital.

Il serait illusoire de penser qu'il puisse seul et spontanément faire tomber toutes les barrières, surmonter tous les obstacles que l'histoire a placés devant lui. Il ne pourra pas être convaincu par des seuls mots que la démocratie ne saurait être une solution pour lui, qu'elle cache sous les plus subtils atours le drame quotidien de l'exploitation ouvrière et masque de son bon droit et de sa raison universelle ses pires actes impérialistes. Il aura besoin ou de son expérience propre ou de celle du prolétariat des pays de la démocratie pour renoncer à cette alternative fausement salvatrice.

Mais pour le développement international futur de la lutte de classe, il ne lui est pas favorable de passer par cette expérience, qui ne ferait que ralentir et retarder, sinon avorter, une issue révolutionnaire à sa lutte.

Le prolétariat des pays de l'Est ne pourra éviter d'être définitivement canalisé -car il l'est déjà- dans l'ornière de l'alternative démocratique que si son frère de classe des métropoles impérialistes de type parlementaire renoue avec les traditions de lutte de classe

et démontre par les faits ce qu'est la démocratie. C'est aux prolétaires de ce côté du rideau de fer qu'appartient sur cette question le sort de ceux qui subissent le joug du faux socialisme! C'est à eux qu'il appartient de faire la démonstration que le capitalisme sous ses différents visages n'est qu'Un et que face à la classe ouvrière, toutes les bourgeoisies du monde, démocratiques, "socialistes", intégristes, nationalistes-populistes, fascistes, se retrouvent au coude-à-coude contre leur ennemi de classe commun, dont l'éveil aplani tous leurs différents, fussent-ils les plus profonds et guerriers.

CONTRE L'UNION NATIONALE POUR L'UNION COMBATTANTE DES PROLETAIRES CONTRE LE CAPITAL

Les récentes et méritantes grèves en Pologne, avec les problèmes de direction et d'orientation qu'elles ont encore une fois fait surgir, montrent à quel point les prolétaires à l'Est ont besoin que se dissipent les fumées et les chimères de la démocratie.

Ce qui se passe en Pologne est important à plus d'un titre, puisqu'elle figure parmi les pays les plus industrialisés de l'Est et que le prolétariat y a la plus grande expérience de lutte et d'organisation.

Problèmes nationaux internes à part, elle préfigure ce que peut être le cheminement de la lutte ouvrière dans les satellites de l'URSS, mais aussi évidemment chez le grand frère russe.

Or après les grandes grèves de 80 et surtout après l'état de siège décrété en 81, le mouvement ouvrier de Pologne et sa puissante organisation Solidarnosc, ont été amenés à dépasser les tâches immédiates de défense ouvrière pour tracer des perspectives plus générales et établir un programme politique pour le prolétariat. Les intellectuels, les "conseillers", les fondateurs (ou plutôt les refondateurs) du parti socialiste polonais (PPS) ou les principaux dirigeants de Solidarnosc ont planché sur les orientations politiques qu'ils entendent défendre au nom du prolétariat. Tous, quelque soient leurs apparentes différences, enferment la classe ouvrière dans le cul-de-sac de la démocratisation de l'Etat polonais et renforcent le nationalisme en son sein.

Leur objectif fondamental réside dans "l'union de tous les polonais pour le redressement national". Ils partent, en bon serviteur du capital, du constat de l'état de ruine de l'économie polonaise, de la permanence de la crise capitaliste à l'extérieur des frontières, de l'absence donc totale d'un simple espoir de voir le marché redresser de lui-même la situation pour en déduire, toujours en bon serviteur, que la seule façon de tirer la Pologne du fond du gouffre est de demander un effort particulier aux prolétaires. Cet effort, les réformistes polonais ne veulent pas le demander à la manière des Gomulka, Gierek ou autre Jaruzelski, mais à celle de la démocratie. C'est-à-dire par un consentement et un engagement volontaire des prolétaires.

Pour donner une chance à un tel objectif, il est nécessaire de faire fonctionner la pompe à illusions qui font de tout citoyen un individu soumis aux mêmes intérêts généraux et donc soumis à la même nécessité "objective" d'effort de redressement national. Il est aussi nécessaire de faire planer l'illusion que le prolétariat doit s'en remettre à la réforme de l'économie nationale pour évacuer de la société polonaise les scléroses et les lourdeurs bureaucratiques sensées être à l'origine de son exploitation et de son oppression.

Dans son programme, la direction de Solidarnosc parlera donc d'une "réforme économique radicale de caractère marchand" qui "doit conduire au rétablissement d'une véritable économie multi-sectorielle" ainsi que "assurer l'égalité de tous les secteurs de propriété" et limiter le rôle et la fonction de "l'Etat dans l'économie, en restituant aux mécanismes de marché le rôle fondamental" (cité dans "Inprecor" no 256 du 28 déc. 87).

Difficile de faire une meilleure apologie du capitalisme! Quant à "restituer aux marchés" le rôle qui leur revient, nous répondrons simplement que le marché n'a jamais cessé d'exister ni en Pologne ni dans un autre pays de l'Est et que ses mécanismes ont toujours joué le rôle fondamental pour déterminer la production, sa qualité, sa quantité et pour distribuer les marchandises produites. Faire ou ne pas faire intervenir l'Etat

pour tenter de contrôler le marché n'enlève rien à son caractère de lieu d'échange mercantile des divers objets produits par l'industrie, afin d'y réaliser la valorisation du capital ou autrement dit d'y tirer un profit.

Mais en quoi consiste les interventions de l'Etat polonais, soit-disant "socialiste"? Par la centralisation de l'économie industrielle (la production agricole restant le règne de la petite production) et l'unicité des centres de décision, les faux communistes espèrent contrôler les mécanismes de production et échapper aux lois implacables du capitalisme. Cet interventionisme et cette centralisation ont été et sont toujours présentés comme le nec plus ultra du "développement socialiste" de l'économie, mais en réalité elles n'ont pas eu d'autres effets que d'atténuer -dans une mesure relative- les conséquences d'une trop forte concurrence entre producteurs sur le marché intérieur. Mais le rêve d'une économie capitaliste planifiée à l'abri des secousses provoquées par les lois du marché capitaliste s'est effondré brutalement aux premières grandes confrontations sur un marché international subitement pris de soubresauts.

"Restituer aux mécanismes de marché le rôle fondamental" ne signifie donc rien d'autre aujourd'hui que d'assainir le capitalisme en allant jusqu'au bout des conséquences de la concurrence et donc en exacerbant volontairement cette concurrence pour être sûr que ne traîne pas encore quelque canard-boîteux cachant son manque de compétitivité derrière des subsides d'Etat ou autre privilège de protection.

La restructuration du capitalisme de l'Est est bien le premier souci de l'URSS qui avec Gorbatchev secoue les vieilles inerties et se dote d'une nouvelle philosophie de "transparence" pour que le prolétariat s'identifie au nouveau national et accepte de subir sans révolte les sacrifices d'une "oeuvre nationale commune".

En Pologne comme en URSS se posent les mêmes problèmes, les mêmes questions, et les représentants syndicaux ou politiques du prolétariat se sont parfaitement alignés sur cette exigence de "changement" et acceptent aujourd'hui d'entrer en dialogue et de composer avec les représentants du pouvoir.

L'Etat a beau singer la démocratie en organisant en novembre de l'année passée un référendum (1) demandant les pleins pouvoirs économiques aux prolétaires, il sait parfaitement ne pas pouvoir imposer les sacrifices supplémentaires sans engagement volontaire des prolétaires dans la voie de l'austérité.

Ce qui se passe en Pologne et à l'Est en général, n'est d'ailleurs absolument pas différent de ce qui se passe à l'Ouest, seules les conditions historiques et politiques offrent un aspect différent: il s'agit dans les deux cas d'augmenter la part de surtravail des prolétaires pour faire renaître les profits.

Après avoir mis fin brutalement aux libertés que prenait le mouvement ouvrier en 81, l'Etat polonais avec la libération en 86 de la plupart des militants de Solidarnosc et d'autres opposants a saisi le bon moment pour amener les dirigeants démocratiques du prolétariat à faire un pas en avant dans sa direction. Un des textes de base de la direction de Solidarnosc exprime et résume la volonté commune de lier la classe ouvrière à la tâche de redressement national (2): "Nous exigeons une réforme profonde, qui créera l'égalité de tous les secteurs de propriété en rejetant les dogmes doctrinaires; une réforme qui limitera le rôle et la fonction de l'Etat dans l'économie, en rendant aux mécanismes du marché le rôle fondamental; une réforme qui réalisera une démocratisation décisive de la vie économique et qui par le développement de l'autogestion et de l'actionnariat ouvrier, aidera le processus de socialisation de la vie économique(...)" C'est "une vision de dur labeur et d'épargne, mais pour soi et avec une perspective d'amélioration. La majeure partie du patrimoine national doit se trouver à la disposition des associations socio-économiques, des structures d'autogestion, des coopératives, des diverses sociétés de caractère mixte, et l'initiative privée devrait obtenir de larges possibilités de développement."

"C'est une vision d'une économie capable d'innovation et de risque, au sein de laquelle les intérêts des travailleurs et des groupes sociaux faibles seront protégés par les syndicats indépendants et par une politique sociale

"rationnelle, menée aussi bien par l'Etat que par diverses institutions sociales".

Moyennant quelques concessions de l'Etat central (reconnaissance de Solidarnosc, introduction de structures d'autogestion dans les entreprises, au niveau régional et national, libéralisation et privatisation du marché), autant les directions de Solidarnosc que les "conseillers" ou le PPS sont prêts à s'intégrer à l'effort national; et s'il n'est d'accord formel, il y a au moins un solide accord tacite de Solidarnosc de ne pas mettre en danger mortel l'économie et donc l'Etat par des revendications et des mouvements de lutte "inconsidérés".

Cet accord tacite s'est d'ailleurs exprimé lors des grèves au début de l'année, qui furent caractérisées par la modération de Solidarnosc et par la tactique de l'Etat de céder localement et partiellement aux revendications matérielles des ouvriers sans laisser se radicaliser la situation.

Ce fut le cas à Nowa-Huta, aux aciéries où la direction accepta de négocier avec le comité de grève favorable à Solidarnosc et aussi aux aciéries de Stalowa Wola où la direction a presque immédiatement cédé aux grévistes. Mais cette attitude de bienveillance mutuelle ne va pas sans susciter des réactions à la base. "Le Monde" du 6 mai 88 relevait que: **"A gdansk pourtant, il semble que l'accueil réservé par les grévistes aux médiateurs (composés d'intellectuels catholiques et d'anciens conseillers de Solidarnosc, NDRL) ait été plutôt frais. Des divergences seraient apparues entre les ouvriers des chantiers navals, parmi lesquels émerge une catégorie plus radicalisée de jeunes travailleurs, qui n'ont pas l'expérience des grèves et des négociations de 1980 -ni peut-être celles de l'état de siège de 1981-1982- et qui refusent de transiger sur la dimension politique des revendications"**.

Bien plus que la question du mode d'organisation -qui découle des perspectives générales que se fixe la lutte ouvrière- qui est actuellement le centre des discussions internes de Solidarnosc, il est une question beaucoup plus fondamentale pour l'avenir du mouvement ouvrier en Pologne et à l'Est: c'est celle de l'indépendance des initiatives de la classe ouvrière vis-à-vis de toutes les catégories d'intérêts propre au capital et à l'Etat qui en garantit l'existence. En tout premier lieu cette indépendance doit se concrétiser par le refus de s'associer à tout effort et "accord national" (selon une expression utilisée notamment par le comité de Solidarnosc de la région de Kielce) et donc par le refus de tous les sacrifices matériels et sociaux qui en découlent.

C'est à cette condition et nécessairement à celle-ci que les prolétaires de Pologne et de l'Est trouveront la force de ne pas se faire écraser par la pression capitaliste de plus en plus lourde au fur et à mesure que s'enlise le capitalisme dans la crise.

Le prolétariat de Pologne, par ses magnifiques luttes de 80, a montré aux prolétaires de l'Ouest par quels moyens classistes imposer au capital sa force et son unité. Mais aujourd'hui, malgré ses courageuses luttes, comme celles du début d'année, il est désorienté et guidé vers l'objectif collaborationniste d'Union nationale, au nom de la démocratisation de l'Etat. C'est donc aux prolétaires qui vivent dans la démocratie et en subissent ses lois anti-ouvrières comme son exploitation capitaliste, et donc sa rigueur et son austérité, de montrer que l'on ne doit rien attendre d'elle sinon la dégradation des conditions d'existence, la soumission à l'ordre bourgeois, la haine raciale ou le militarisme sans borne. C'est leur refus ici aussi à l'Ouest de tout engagement dans les tentatives bourgeoises de les lier au redressement économique national et de toute illusion de pouvoir substituer à l'action de classe directe l'utilisation des moyens démocratiques, qui pourra apporter une aide précieuse aux prolétaires polonais et de l'Est pour défendre leur indépendance de classe face aux intérêts du capital national et pour ne pas tomber dans la chausse-trappe démocratique.

LES GREVES DE 1988

Capitalisme fragile, sans réserve et sans amortisseur sociaux, la Pologne s'enfoncé inexorablement dans la crise et subit l'aggravation des contradictions capitalistes malgré ses tentatives répétées d'arracher aux prolétaires plus d'efforts, plus de sacrifices.

Dans la période 1980 à 1982 la chute de la production nationale avait été de 20%. La réaction bourgeoise avait été alors de baisser les salaires en augmentant considérablement le coût de la vie. En 1982 la hausse des prix atteignait 100%, alors que les salaires traînaient derrière et perdaient 24,9% de leur pouvoir d'achat. Les prolétaires polonais, sous le coup de l'état de siège

donc de l'emprisonnement de tous leurs dirigeants et de tous leurs camarades combattifs, et donc complètement désorganisés, ne purent s'opposer à cette attaque frontale.

Empêtrée dans une dette colossale vis-à-vis des pays de l'Ouest mais aussi du grand frère russe, l'Etat ne ponctionna les prolétaires que pour mieux rembourser la facture extérieure et ne vida ses états que pour mieux gonfler les vitrines occidentales.

La dette atteint ainsi 30 milliards de dollars et son service en 1985 s'élevait à 2,4 milliards de dollars soit **65 millions par tête d'habitant**.

Cette dette la Pologne l'a doit à l'impérialisme très démocratique, et l'impérialisme français en particulier, qui pour parer momentanément à la crise au début des années 70, vendit à crédit sa camelote aux pays de l'Est, sachant pertinemment que la crise internationale mettrait aussi la Pologne à genoux, machines neuves ou pas!

Pour payer sa dette, la Pologne, accueillie à bras ouvert au FMI, n'a d'autres solutions que celles traditionnelles du capitalisme d'augmenter la part de surtravail de l'ouvrier, c'est-à-dire la part non payée de son travail, en diminuant la valeur du salaire réel et augmentant ainsi les profits. C'est le remède classique de l'inflation qui est utilisé des deux côtés du rideau de fer comme première mesure d'urgence avant que ne soient rendues effectives les mesures de restructuration industrielles dont l'objectif est de multiplier la productivité du travail pour baisser les coûts de production de manière drastique. Le "socialisme" polonais use sans mesure de cet "instrument conjoncturel" capitaliste. D'autre part, puisque l'Etat participe au règlement de la dette, il diminue radicalement les subventions sur les produits de premières nécessités et fait ainsi payer une seconde fois les prolétaires.

Sitôt après l'échec du référendum de novembre 87, qui démocratiquement demandait les sacrifices aux prolétaires, l'Etat, passant outre à la "volonté populaire", a établi son programme d'attaque, avec l'objectif cynique de "modérer la consommation" en promulguant une série d'augmentation sur les produits et services les plus élémentaires. Du résultat négatif du référendum, l'Etat polonais n'est pas le seul à s'en moquer. "Le Monde" du 31 mars dernier notait cette vérité connue de tous: **"Ce train de hausse fait partie intégrante d'un plan d'austérité préconisé par le Fonds Monétaire International (FMI), que la Pologne a rejoint en juin 1986 après 30 ans d'absence et qui doit prochainement discuter avec Varsovie l'établissement d'un calendrier de négociations pour l'octroi de crédits"**.

La hausse des prix s'élève en moyenne à 30% sur une soixantaine d'articles; elle touche dans un premier temps le beurre, le sucre, la viande, le lait, le pain, le fromage, le tabac, mais aussi le gaz, l'électricité et le primordial charbon qui augmente de 51%. Certains des articles augmentent de 100%. Dans un deuxième temps, se sont les PTT, les chemins de fer et les transports en commun qui verront leurs tarifs grimper.

Une telle offensive sur les salaires ne pouvait pas être acceptée sans que que d'un autre côté l'Etat tende une carotte, insuffisante largement à rattraper la hausse et surtout laissée à l'appréciation des secteurs d'activités tous peu enclins à augmenter leurs charges, sous la forme d'une promesse de compensation maximale de 6000 zlotis (le salaire moyen d'un ouvrier dans la métallurgie est d'environ 4000 zlotis).

La réaction de Walesa qui détermine toujours grandement celle des instances centrales et régionales de Solidarnosc aura été immédiatement de modération, n'appelant pas les ouvriers à riposter avec leurs armes propres et sur le plan national, mais laissant les prolétaires dans l'incertitude des mesures de lutte à adopter et refusant de s'engager dans toute initiative de lutte réellement centralisée: **"Les militants de Solidarnosc, déclarera-t-il plus tard, étaient à la disposition des travailleurs si ceux-ci décidaient de protester"**. Belle manière démocratique (la base décide) de se désister de toute responsabilité dans la riposte, sans apparaître vraiment se mettre en travers de la lutte des prolétaires. La position générale des directions de Solidarnosc aura d'ailleurs été tout au long des grèves d'avril et de mai d'avancer les pions de la médiation (par église et conseillers interposés) et même de faire entendre sa non-opposition, c'est-à-dire son acceptation, d'un échange de revendications salariales contre des réformes économiques libérales "restituant aux mécanismes de marché le rôle fondamental".

La réaction des prolétaires à cette offensive ira donc en cascade.

Le 25 avril se sont les employés des transports de Bydgoszcz et d'Inowrocław qui se mettent en grève. Face aux 2500 grévistes de Bydgoszcz, la direction cédera le jour même en accordant 63% d'augmentation de salaire.

Quelques jours plus tard c'est à Nowa Huta, dans la métallurgie (aux Forges Lénine principalement) que les ouvriers se mettent en grève et réclament:

- Une augmentation de 50% des salaires
- La réintégration des ouvriers licenciés depuis 1981 pour appartenance à Solidarnosc
- Pas de représailles sur les grévistes
- Paiement des jours de grève
- Publication des revendications
- Echelle mobile des salaires
- Doublement de la compensation salariale accordée en février dernier à l'occasion des premières hausses
- Augmentation des primes pour travaux dangereux
- La journée de huit heures de travail

La grève mobilisera à Nowa Huta 20000 ouvriers.

Le 2 mai, la grève sera déclarée aux chantiers navals de Gdansk où les ouvriers réclament 15 à 20000 zlotis d'augmentation salariale et la relégation de Solidarnosc.

Le mouvement de grève s'étend à d'autres régions et entreprises: à l'usine Dolmel à Wrocław, à l'usine Ursus (tracteurs), à la mine de Rudna (à Lulin), à l'usine de wagons de Pafawag de Wrocław.

Aux aciéries de Stalowa Wola (25000 employés) la direction cédera rapidement

aux grévistes, promettant des hausses de salaire.

Face à l'absence de volonté de centraliser, d'unifier et d'étendre le mouvement de lutte de la part des directions de Solidarnosc, les prolétaires sont restés isolés les uns des autres, impuissants par leur seule spontanéité à dépasser les limites de leurs usines ou localités. L'Etat et les patrons n'ont donc eut aucune peine à juguler le mouvement des ouvriers en jouant à la fois sur la carte de la conciliation et sur celle de la fermeté.

Les chantiers de Gdansk ont été ceinturés par la milice, bloquant les grévistes dans l'enceinte de l'usine, parce que c'est à Gdansk en particulier que les poussées des jeunes prolétaires opposés à la tactique de médiation de Solidarnosc sont les plus fortes. A Nowa Huta après avoir envoyé les zomos évacuer à coups de trique l'usine des Forges de Lénine, pilier et symbole avec Gdansk de la résistance ouvrière, la direction des aciéries acceptera ensuite de faire rentrer dans la négociation en plus du syndicat officiel (l'OPZZ), le comité de grève favorable à Solidarnosc.

Au total 3 à 400 ouvriers auront été arrêtés au cours des grèves.

Mais Jaruzelski peut être globalement satisfait. Avec quelques miettes et quelques effets de matraques il a réussi à endiguer le mouvement de lutte des prolétaires, et Solidarnosc aura joué son rôle de pompier social. Walesa a donné le ton, il ne faut pas de généralisation des luttes comme en 80 sinon c'est un nouveau 81 qui se préparerait et s'en serait finit des espoirs d'importer la Perestroïka en territoire polonais. Sa supplique est un clair renoncement à la lutte de classe pour soumettre le prolétariat aux exigences du capital national: **"Depuis sept ans, dit-il, Solidarnosc tend la main et ne trouve que des matraques. J'espère que mes paroles seront entendues également en URSS. On peut en finir avec Walesa, on peut en finir avec Gorbatchev, mais tout cela n'empêchera pas la révolution"**.

Pour que les luttes ouvrières retrouvent leur vigueur de 80, pour que la classe ouvrière ne tombe pas dans le piège des sacrifices consentis volontairement au nom de la sauvegarde des intérêts nationaux polonais, pour que ses luttes soient encore un exemple pour les prolétaires du bloc de l'Est comme pour ceux de l'Ouest, il est vital que soit combattues les positions de collaboration de classe qui en Pologne prennent la forme de l'appel à la Perestroïka, à l'autogestion, à l'économie de marché! ●

(1)Référendum où il demande notamment: "Etes-vous en faveur de la pleine réalisation du programme d'assainissement radical de l'économie, présenté à la Diète, qui vise à l'amélioration manifeste des conditions de vie de la société, sachant que cela requerra une période difficile de changements rapides sur deux à trois ans?" et qui sera rejeté à 55% des voix exprimées.

(2)"Proposition du syndicat Solidarité sur la situation et les voies de transformation de l'économie polonaise", avril 1987, cité dans Inprecor no 248 du 7 sept. 1987.

LA QUESTION OUVRIERE

(Suite de la page 1)

LA CENTRALITE DU TRAVAIL SALARIE

Le marxisme en dévoilant la fausseté de l'égalité et de la liberté bourgeoises en dénonçant le fétichisme de la marchandise et les contradictions incurables du mode de production et de la société capitalistes, a révélé le secret du développement des formes et des forces productives: le secret se trouve dans le travail salarié et dans son rapport avec le capital. En se faisant dépouiller d'une partie du temps de travail, le travail salarié est la source de la création de **plus-value**, et donc de l'accroissement du capital qui l'emploie. C'est dans ce rapport du capital au travail salarié que se décide le destin de la société capitaliste; la classe prolétarienne, **la race des ouvriers**, est la plus grande expression dialectique et historique des contradictions sociales de la dernière des sociétés de classe, la société bourgeoise. C'est la classe prolétarienne, représentant le travail salarié qui donne force au capital; et c'est d'autant plus vrai quand la classe bourgeoise, la classe des capitalistes devient **superflue** pour la société.

Sans extorsion de plus-value, le capitalisme ne peut vivre, sans la classe des salariés à qui elle peut extorquer cette plus-value, la classe bourgeoise disparaîtrait donc. Mais l'histoire montre que les classes ne disparaissent pas par suite de l'épuisement de leur fonction dans la production et d'une

décadence naturelle; elle montre, comme la bourgeoisie l'a reconnu, qu'existent dans la société des classes qui luttent pour leurs intérêts; elle montre aussi, grâce au marxisme - et cela la bourgeoisie ne peut l'admettre - que cette lutte conduit inévitablement, de façon déterministe, à la fameuse alternative historique, capitalisme ou communisme, qui elle seule peut ouvrir la voie à la **société sans classes, à l'histoire humaine**.

Le bourgeois n'a pas besoin d'exploiter "son" ouvrier pour être un bourgeois; il peut vivre sur l'exploitation d'autrui dans le commerce, dans la spéculation, dans l'administration, les partis, les syndicats, les églises, dans les institutions les plus diverses. Mais la classe bourgeoise, la classe des capitalistes a besoin d'exploiter le travail salarié comme de l'air pour respirer. Ce travail salarié, elle le trouve dans une partie de la société, la classe ouvrière, ou plus généralement dans la classe des sans-réserves, des prolétaires. En ce sens la classe bourgeoise est prisonnière du travail salarié et de la classe prolétarienne qui le lui fournit.

Ce n'est pas par hasard que les bourgeois entrent en fureur quand les ouvriers font grève, quand ils refusent de lui fournir la plus-value, quand ils ne lui laissent pas le temps de colmater la brèche, d'organiser des briseurs de grève.

Il est cependant vrai que la classe ouvrière actuelle n'est plus la même

qu'il y a 50 ou 100 ans. Les révolutions technologiques ont transformé de nombreuses phases de la production, au point que beaucoup de "métiers", de professions, de spécialisations ont disparu. Mais quelles que soient ces transformations, quels que soient les progrès de l'automatisation et de la robotisation, quels que soient les augmentations gigantesques de la productivité, le travail salarié continuera inexorablement à être exploité et à fournir de la plus-value à ces masses croissantes de machineries, de capital constant.

En col blanc ou en col bleu, en saphandre ou les pieds nus, en blouse grise ou en vêtement de couleur, prolétaire, travailleur salarié, ouvrier, tant que règne le capital et que règne la bourgeoisie, ta vie est condamnée à être consummée, jour après jour, sur l'autel de la plus-value et du profit. Situation bien pire qu'une condamnation à perpétuité car elle se répète de génération en génération: la race des ouvriers, des esclaves salariés, est ainsi enchaînée à la classe bourgeoise qui voudrait bien, elle, que ça dure pour l'éternité.

Alors que des pays de la périphérie de l'impérialisme, pays retardataires du point de vue du développement capitaliste, mais pas pour autant moins

(Suite en page 8)

LA QUESTION OUVRIERE

(Suite de la page 7)

féroces envers leurs classes ouvrières, viennent par vagues des signaux de luttes ouvrières formidables et qu'éclatent des explosions prolétariennes dans les ghettos des brillantes métropoles impérialistes, nos bonimenteurs dissident sur la disparition de la classe ouvrière.

TOUT L'APPAREIL DE PROPAGANDE BOURGEOIS EST MOBILISE POUR MAINTENIR LES PROLETAIRES SOUMIS AU CAPITAL

Quand la guerre menace, la classe dominante a un besoin impérieux de pouvoir compter sur "l'union nationale" et d'abord sur l'adhésion du prolétariat qui doit supporter les plus durs sacrifices sur les champs de bataille et à l'arrière dans les entreprises. L'armée des idéologues et des propagandistes de la bourgeoisie est alors mobilisée pour exalter la Nation, la Famille, mais aussi le prolétaire sous l'uniforme, le soldat qui défend le sol national: l'ennemi de la patrie est l'ennemi du soldat.

Deux guerres mondiales nous l'ont montré.

Après la guerre, la classe dominante a encore besoin de l'union nationale, et donc surtout du prolétariat, puisqu'il faut s'atteler à la Reconstruction, à la Reconversion de la production de guerre, à la Reprise en grand de la production et du commerce. L'armée des idéologues et des propagandistes salue le sang versé pour la patrie, pour la famille et exalte alors le prolétariat en civil, le Travailleur qui se sacrifie pour le bien-être de la Nation.

Deux après-guerre mondiale en témoignent amplement.

Et le même phénomène joue encore quand la guerre ne se livre pas entre armées ennemies, mais entre entreprises concurrentes, entre monnaies rivales, entre "zones d'influence" en dispute. Les idéologues et les propagandistes justifient alors les sacrifices au nom de la défense de l'Economie Nationale, de la compétitivité des entreprises, de la reconquête du marché national et de la conquête des marchés étrangers.

En quelques années la classe capitaliste a pu reprendre une quantité notable de concessions faites auparavant sous la pression des luttes syndicales et grâce à l'expansion économique qui autorisait quelques miettes. La politique du consensus et l'adoption de toute une série d'amortisseurs sociaux-certain hérités directement du fascisme- ont contribué à élever le niveau de vie du prolétariat et ont servi de fondement à l'illusion, prêchée par les "partis ouvriers bourgeois", de l'affranchissement du travail. Cette politique a permis en fait une plus grande intégration des appareils politiques et syndicaux dans les institutions d'Etat, les poussant du coup à reprendre à leur compte les mesures anti-ouvrières de plus en plus pressantes issues du gouvernement et du patronat.

Si la classe ouvrière avait véritablement perdu toute importance sociale si elle s'était réduite à un simple appendice de la machine, la classe capitaliste ne se donnerait pas tant de mal pour la contrôler, pour la garder soumise, pour dévier ses mouvements dans l'interclassisme, pour l'organiser par la démocratie et le pacifisme social. Et si la classe prolétarienne était effectivement perdue dans l'intégration sociale et politique, si ses caractéristiques fondamentales avaient disparu en vertu d'on ne sait quels mécanismes d'auto-transformation sociale, il faudrait alors rejeter en bloc le marxisme.

Mais il n'en n'est rien. Il suffit de ne pas s'arrêter à l'apparence pour ne pas se faire aveugler par les théories "nouvelles" produites à jet continu par la bourgeoisie à seules fins de distraire, d'occuper le temps et l'énergie, de désorienter et d'empoisonner chacun dans son fatidic monde individuel.

LA MISERE ET L'EXPLOITATION DU PROLETAIRAT AUGMENTENT. L'APPROPRIATION PRIVEE DE LA RICHESSE SOCIALE PAR LA BOURGEOISIE S'ACCROIT

Les faits sont là. Le mode de production et ses lois n'ont pas changé: l'objectif du capital est toujours sa propre valorisation, par l'extorsion de plus-value au travail vivant pour augmenter le travail mort, le capital constant.

Si le nombre des ouvriers, des prolétaires d'usine proprement dit, diminue tendanciellement dans les pays capitalistes développés (alors qu'il tend à augmenter dans les pays périphériques), cela ne signifie pas pour autant une disparition de la classe ouvrière: cela veut dire d'un côté que

le nombre de sans-réserve, des prolétaires augmente (en plus des chômeurs, il y a une masse d'éléments prolétariés issus des couches voisines du prolétariat qui s'accroît toujours en période de crises) et que s'accroît donc, selon Marx, la misère sociale; d'un autre côté cela signifie qu'un nombre plus réduit d'ouvriers supportent une exploitation accrue de la part d'une bourgeoisie qui s'approprie une part plus grande de richesse sociale, toujours selon Marx.

Et cela veut dire aussi que les producteurs de la richesse sociale, dont les ouvriers d'usine sont la pointe de diamant, maintiennent en plus de la classe capitaliste, tout l'énorme appareil organisé et renforcé par la classe dominante dans son seul intérêt; toutes les innombrables couches des classes moyennes qui vivent de la médiation entre bourgeoisie et prolétariat, des avocats aux boutiquiers, des curés aux réseaux de drogue et de prostitution, des écrivassiers aux champions sportifs, des assureurs aux trafiquants de toute espèce, etc., etc., tous plus inutiles les uns que les autres, mais qui sont l'expression de la dégénérescence mercantile de la vie dans la société bourgeoise.

Sur le plan des rapports de production et donc des rapports sociaux, il n'y a eu aucun changement fondamental dans la société capitaliste. Ce qui s'est modifié, c'est la manière avec laquelle le capitalisme s'attaque aux conditions de vie du prolétariat; c'est la façon dont il s'achemine vers les inévitables crises de surproduction, les pollutions sociales et de l'environnement, les massacres de la guerre impérialiste. C'est l'aggravation de ses contradictions internes, qui est mise en évidence par la baisse tendancielle du taux de profit, et par l'augmentation de l'exploitation du travail salarié.

LA DOMINATION DE LA BOURGEOISIE NE PRENDRA FIN QUE PAR LA VICTOIRE DE LA REVOLUTION ET DE LA DICTATURE DU PROLETAIRAT

Le capitalisme n'a plus rien à offrir pour le développement harmonieux de la société humaine; il se survit en dégénérant et en pourrissant. Il continue cependant à dominer la société, à sucer sang et sueur aux prolétaires du monde entier. Le capitalisme ne s'écroulera pas tout seul, même si objectivement il a fait son temps; la classe bourgeoise ne se supprimera pas même si elle n'a plus depuis longtemps de fonction progressive et si elle met en péril l'humanité.

Capitalisme et bourgeoisie mènent et mènent au contraire une lutte acharnée pour leur survie, pour prolonger ne serait-ce que d'un moment l'exploitation du travail salarié. Dans cette lutte à mort ils n'ont fait, ne font, ni ne feront jamais aucun cadeau au prolétariat, lui qui, au contraire, a trop souvent répondu avec générosité et ingénuité aux tueries, aux massacres, aux holocaustes, au cannibalisme bourgeois.

Le marxisme a été en mesure de déchiffrer le cours historique de l'économie et de la société de classes et d'en tirer la seule conclusion possible: le pouvoir de la classe dominante bourgeoise devra être abattu par la révolution et son fossoyeur sera le prolétariat, la classe des sans-réserve, des sans-propriété, des sans-patrie, des sans-culture.

La conquête du pouvoir politique par le prolétariat ouvrira une ère nouvelle, non le pseudo néo- ou post-capitalisme, mais l'ère du socialisme, des transformations économiques et sociales qui élimineront l'argent, le marché, l'appropriation privée de la richesse sociale, bref, le mode de production capitaliste et ses superstructures.

Après la prise du pouvoir, le prolétariat avec son organe révolutionnaire par excellence, le Parti communiste, exacerbera ouvertement sa dictature de classe, sans camouflage démocratique, et il mènera la guerre révolutionnaire contre la bourgeoisie dans le monde entier.

Le marxisme sait depuis toujours que la transformation économique ne peut avoir lieu avant la prise du pouvoir, dans la société actuelle, au moyen des minuscules "pas en avant" du réformisme. Le marxisme sait depuis toujours, et il l'a proclamé à la face de la conservation bourgeoise, que la lutte de classe ne connaît pas de trêve jusqu'à la prise du pouvoir, l'exercice de la dictature et l'internationalisation de la révolution, et qu'elle devra être menée sans ménager les coups parce que les forces du capital décupleront devant la menace de son élimination.

La question que posent les bonnes âmes stipendiées par la bourgeoisie, est en substance celle-ci:

Comment oses-tu, toi prolétaire qui ne possèdes rien, ni science, ni culture ni banques, ni usines, qui n'as pas l'habitude de l'administration, de l'organisation de la production, du commandement, des relations entre Etats, comment oses-tu, toi qui ne sait que te faire exploiter pour un morceau de pain, songer à diriger une société toute entière? Comment, toi, classe prolétarienne toujours divisée et continuellement trahie par tes chefs, oses-tu songer à éliminer tout ce qui jusqu'ici a représenté le progrès de la civilisation, la propriété privée, le marché, l'argent? Comment peut-on vivre sans argent?

MISERE DE L'IDEOLOGIE BOURGEOISE

Il est vrai que depuis sa constitution comme classe sociale, le prolétariat a subi beaucoup de défaites (il a cependant vaincu sur le plan théorique ce qui pour les marxistes veut dire que l'histoire a vaincu et que les hommes ne pourront que lui donner raison).

Mais la lutte des classes n'est pas une compétition sportive ou un "libre choix": c'est la lutte que des intérêts historiques de classe se livrent, à travers des organisations d'hommes et de forces antagonistes, et qui à certains moments met à l'ordre du jour la fameuse alternative décisive: **communisme ou capitalisme**.

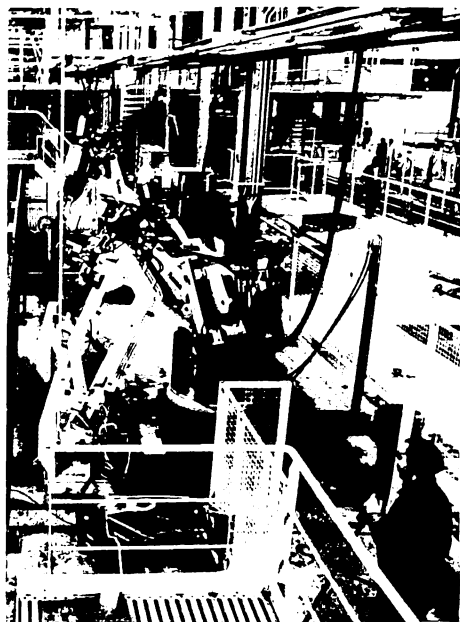
Et la propagande continuelle de l'idéologie bourgeoise fait partie intégrante de cette lutte. Aujourd'hui le prolétariat, est convaincu de ne pas avoir la force, ne disons pas de faire révolution, mais même de s'opposer ouvertement et de façon organisée à la formidable pression à laquelle il est soumis de la part de ce qu'on lui présente comme "les lois de l'économie", "les exigences supérieures" de la société et du progrès.

L'idée que le prolétariat se fait de lui-même est celle que la bourgeoisie diffuse dans ses propres rangs; c'est celle, au mieux, de la "force tranquille", au pire du travailleur qui ne doit se soucier que de son emploi et de son travail parce qu'il a une famille à nourrir. C'est l'idée de l'éternel soumis, du condamné à vie parce que sa vie dépend de quelque chose qui lui est totalement étranger et parce qu'il ne peut rêver de l'améliorer qu'en se pliant aux désirs du patron et en espérant en la bonne marche de l'entreprise.

C'est l'idée que "la politique" est pourrie parce que le mode bourgeois le démontre tous les jours; c'est l'idée que la "solidarité" est une phrase creuse parce que la pratique syndicale lui a montré jusqu'à la nausée que les intérêts prolétariens passent toujours après ceux de l'économie et de l'entreprise; c'est l'idée que la lutte, la grève risquent de n'être rien d'autre que des pertes de salaire.

C'est l'idée que sa condition de prolétaire ne lui permettra jamais de connaître réellement un avenir heureux de connaître la joie de vivre, de goûter à l'art, à la culture, à la connaissance d'éprouver des relations placées sous le signe de la sincérité, de l'amitié, de l'amour, parce que toutes ses énergies s'épuisent jour après jour à gagner le minimum vital dans l'esclavage du travail salarié.

Et les évasions que lui procurent la société sont tout aussi abrutissantes que le travail lui-même: ce sont les évasions dans la vie par procuration, dans les fictions télévisées, les pseu-



do-aventures médiatisées; c'est l'évasion dans la religion, dans la pornographie, la prostitution, les violences sexuelles, l'alcoolisme, la drogue jusqu'à la folie et au suicide.

Dans la mesure où il ne s'appuie pas sur des organisations et des perspectives de classe, pour la défense de

ses intérêts réels, le prolétariat est inévitablement la proie de la classe dominante et de son idéologie. Il est le jouet des agents de la bourgeoisie qui, n'hésitant pas quand il le faut à se faire passer pour "ouvriers", "extrémistes" ou "révolutionnaires" ont complètement trahi les luttes, modifié les orientations, transformé les organisations du prolétariat. Le communisme, autrefois spectre menaçant pour la bourgeoisie, a été à tel point falsifié par les Bernstein, les Kautsky, les Staline ou les Mao qu'il est devenu extrêmement difficile, même pour les prolétaires les plus conscients, de se rattacher au fil rouge de la continuité marxiste. Et le travail de restauration théorique et programmatique, de continuité politique et organisationnelle est devenu extraordinairement ardu. Il est pourtant indispensable à la renaissance prolétarienne et au changement de société.

SIGNES DE REPRISE : LA VIEILLE TAUPÉ TRAVAILLE

Il n'y a pas de miracles; ce seront les conditions matérielles, la maturation des contradictions sociales qui modifieront la situation actuelle, et permettront au prolétariat de prendre l'initiative dans la lutte sociale, de se réorganiser de façon indépendante et classiste pour se lancer à l'assaut décisif de la bourgeoisie.

Ces signaux doivent être justement appréciés, parce qu'avec les données objectives de crises économiques et de crises du réformisme, ils contribuent à faire de la période qui s'est ouverte depuis la crise générale du capitalisme en 74-75, une période favorable à la reprise de la lutte de classe, à la renaissance de l'associationnisme ouvrier et à la formation du parti de classe. Mais les explosions de lutte ne pouvaient mécaniquement accélérer le processus général de la reprise de classe qui s'est révélé beaucoup plus long et tortueux qu'on pouvait l'espérer.

Nous renvoyons sur ce sujet à l'article "SUR LA VOIE DE LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE". Il nous suffit de dire ici que les rythmes historiques ne se mesurent pas à l'aune de la comptabilité bourgeoise; ils ne se réduisent pas aux schémas tracés par l'intelligentsia réformiste chaque fois qu'elle voit les choses bouger sous ses nez. Les grands cycles historiques, les grandes phases de révolutions ne sont pas discernables par l'immédiatisme qui ne veut voir qu'une bourgeoisie toujours en crise et des vagues de lutte déferlant perpétuellement les unes après les autres depuis des décennies.

Toute la gamme des "experts" en sociologie, les prévisionnistes de tout acabit, prisonniers de l'actualité, sont incapables de comprendre la dynamique contradictoire des mouvements économiques et sociaux. Inutiles pour connaître effectivement la réalité, qui les surprend toujours, ils sont par contre très utiles à la bourgeoisie en désorientant les prolétaires, en les habituant à ne prendre en compte que les intérêts de l'appareil productif et les résultats de l'économie, en les faisant adhérer à la "solidarité" d'entreprise ou nationale, donc en renforçant la concurrence entre ouvriers.

Sur la base de ces concepts les experts bourgeois divisent la société en infinies catégories et découvrent de "nouveaux sujets sociaux"; dans leurs petites boîtes préfabriquées ils font disparaître l'ouvrier en col bleu et le remplacent par l'opérateur informaticien; ils font disparaître la femme de ménage au profit du technicien d'entretien, ils remplacent l'ouvrier agricole par le travailleur indépendant, etc. Puis ils examinent la "nouvelle répartition" et en concluent que les ouvriers sont en voie de disparition. Peut-être demain faudra-t-il en mettre quelques uns dans une réserve sous l'étiquette "espèce protégée"...

LA CLASSE OUVRIERE INDUSTRIELLE, NOYAU DU PROLETAIRAT

Les ouvriers de l'industrie, noyau du prolétariat, renoueront demain avec la lutte de classe parce que leurs conditions d'existence deviennent insupportables et que leur niveau de vie s'abaisse. Ils renoueront avec la lutte de classe parce que la bourgeoisie ne pourra plus satisfaire même les revendications les plus minimes; parce qu'il n'y aura pas d'autre moyen pour résister aux injustices, aux vexations, au despotisme, à la détérioration de toutes leurs conditions de vie.

Alors, la classe ouvrière, soignant intégrée, en voie de disparition, redeviendra le spectre menaçant, l'expression violente d'une force qui dans la guerre quotidienne de résistance au capital se sera reconnue comme classe indépendante. La quiétude de la bourgeoisie sera autrement perturbée que

LA QUESTION OUVRIERE

par les grèves symboliques et les manifestations-processions d'aujourd'hui.

Sans doute les tentatives d'échapper à la chape étouffante du collaborationnisme politique et syndical actuel n'effraient encore guère les bourgeois. Ils comprennent cependant qu'il s'agit de signaux d'alarme. Et les bruyantes campagnes, dans tous les pays d'Europe ou presque, pour la réglementation du droit de grève ne sont pas un hasard.

La question ouvrière, chassée artificiellement de l'horizon social réapparait avec d'autant plus de force. Pour nous, marxistes, la "centralité ouvrière" n'a jamais été synonyme d'ouvriérisme, ne s'est jamais transformée en mythe de la profession d'ouvrier d'usine ou n'a jamais été utilisée pour justifier des artifices sociologiques du type "ouvrier social". Elle signifie beaucoup plus simplement la centralité du travail salarié dans son rapport avec le capital.

Ce n'est pas l'ouvrier d'usine qui définit le prolétariat. C'est le prolétariat qui comprend l'ouvrier d'usine; mais il ne se limite pas à lui, car ce qui le définit, c'est la situation de sans-réserve, de vendeur de sa force de travail, le seul bien qu'il possède. Comme la production industrielle est le pivot de l'accumulation capitaliste, le prolétariat industriel a une importance particulière par rapport aux capitalistes, qui ne sont pas tous des industriels. Et du point de vue de la force, le prolétariat industriel, associé et organisé dans les usines, a exprimé historiquement les capacités maximales de résistance et d'organisation contre le capital. C'est pourquoi la classe ouvrière industrielle, la partie du prolétariat qui travaille dans les usines est vraiment la pointe de diamant du prolétariat.

La bourgeoisie sait par expérience que tant qu'elle contrôle le prolétariat industriel, elle a les plus grandes possibilités de contrôler tout le prolétariat. Voilà pourquoi quand un détachement ouvrier entre en grève, toute la classe bourgeoise laisse de côté ses rivalités et tend à s'unir pour vaincre la résistance ouvrière, qui peut être un exemple pour tous les prolétaires.

L'expérience enseigne au prolétariat que sa capacité de résistance et d'initiative est liée à son organisation et à sa concentration et il doit au capitalisme d'être concentré et organisé dans les usines.

Pour le prolétariat, les ouvriers d'usine sont son point fort; ils le sont dans la lutte syndicale; ils le seront demain dans la lutte révolutionnaire anti-capitaliste et anti-bourgeoise. ●

(N.D.L.R.: Cet article aurait dû paraître dans le précédent "Prolétaire", dont l'éditorial y faisait référence. L'abondance de textes nous avait contraint in extremis à le repousser à ce No-ci.)

IL COMUNISTA

Sommaire du no 12, avril 1988

.Sulla via della ripresa della lotta di classe

.Contro il mito dell'Europa la certezza della rivoluzione

.Origine e significato di classe delle repressione antipalestinese

.Sotto i colpi del capitalismo il proletariato si rafforzerà

.La questione operaia

.L'Octobre bolchevico (II)

.Lenin: sul dualismo di potere

.Action directe: la pesante condanna è una intimidazione alla classe operaia

.Viva lo sciopero in Niger

.«Meno scioperi, ma più evidenti»

.Protesta al Petrochimico contro l'accordo sindacale

il comunista
organo del partito comunista internazionale

Sulla via della ripresa della lotta di classe

Contro il mito dell'Europa la certezza della rivoluzione

Origine e significato di classe delle repressione antipalestinese

Sotto i colpi del capitalismo il proletariato si rafforzerà

La questione operaia

L'Octobre bolchevico (II)

Lenin: sul dualismo di potere

Action directe: la pesante condanna è una intimidazione alla classe operaia

Viva lo sciopero in Niger

«Meno scioperi, ma più evidenti»

Protesta al Petrochimico contro l'accordo sindacale

Sulla via della ripresa della lotta di classe

Contro il mito dell'Europa la certezza della rivoluzione

Origine e significato di classe delle repressione antipalestinese

Sotto i colpi del capitalismo il proletariato si rafforzerà

La questione operaia

Gare aux faussaires !

Nous signalons à nos lecteurs que nous n'avons rien à voir avec une brochure intitulée "Pour la défense du Programme Communiste - Parti Communiste International" soi-disant éditée par le "Parti Communiste International - Paris", avec une adresse de contact en Italie. Il s'agit en fait d'une initiative de l'ancienne section du parti de Schio (ville d'Italie du Nord), qui a scissionné en 1982.

Dans la présentation de cette brochure où sont republiés quelques textes de notre courant, les auteurs expliquent qu'ils travaillent pour la reconstitution du P.C. International et la réaffirmation intégrale du programme communiste.

Nous ne pourrions qu'applaudir à ce louable objectif s'il ne s'accompagnait de conceptions profondément erronées qui, non seulement condamnent ce travail à la stérilité, mais surtout peuvent avoir les effets les plus négatifs sur les militants sincèrement attirés par les positions de la Gauche communiste.

En effet ces prétendus défenseurs du programme communiste réduisent ce programme à une caricature défendue de façon abstraite et littéraire. Ce faisant ils le déforment au point de provoquer une saine réaction de rejet chez tout prolétaire conscient qui serait amené à les lire. Déformant le programme communiste, ils déforment aussi l'histoire du parti, pour mieux justifier leur existence et leurs positions. Cela les contraint à exposer en pleine lumière ce qui les rend étrangers, malgré leurs affirmations de fidélité répétées à longueur de pages, à la véritable tradition de la Gauche Communiste.

Nous pouvons le voir à travers leur analyse de la "dégénérescence" du parti, en laissant de côté toutes les calomnies qu'ils lancent pour les besoins de leur cause (1).

C'est ainsi qu'après avoir caractérisé comme "éclectique" et "a-classiste" la pratique du parti, après avoir stigmatisé comme "alliances", "accords", "destinés à inverser le rapport de force de façon volontariste" les tentatives de constitution d'organismes prolétaires de défense immédiate, nos défenseurs de la rigueur programmatique prétendent que l'objectif du P.C. International était de chercher "un écho dans les classes moyennes", en avançant des revendications bourgeoises:

"Sous couvert que les problèmes soulevés concernaient 'tout le peuple', on en arrivait à ne plus établir une nette démarcation entre revendications bourgeoises et revendications prolétaires. On pensait sauver les apparences en ajoutant le mot 'classe' à toutes les sauces: ainsi cela donnait 'l'anti-racisme de classe', le 'féminisme de classe', 'l'électoratisme de classe' (...)"

Les guillemets sont dans le texte; ils ont leur importance: il s'agit de faire croire au lecteur non-averti que ce sont réellement des mots d'ordre ou des textes du parti qui sont cités, alors que ce ne sont que des inventions ou des falsifications, nées des cerveaux "obscur mais fertiles" des réaffirmateurs.

Les derniers n° du Prolétaire démontrent ce qu'il en est de notre "électoratisme de classe"; pour ce qui est du féminisme, nous renvoyons à notre brochure "Question féminine et lutte de classe" qui illustre bien le sens de notre lutte contre le féminisme, théorie bourgeoise, indissociable de la prise en compte des revendications des exploitées et des prolétaires femmes: "Le marxisme a montré (...) que l'émancipation des femmes sera l'oeuvre de la révolution communiste et qu'elle passait, avec celle-ci, par l'élargissement toujours plus grand des antagonismes de classe."

Mais cela ne signifie pas que les communistes considèrent comme inutile de lutter contre l'oppression féminine et repoussent la question jusqu'à sa résolution finale. Lutter pour soulager l'ouvrière (...), combattre les discriminations de salaire et d'emploi relève non seulement de la défense élémentaire du prolétariat mais constitue encore une des conditions de son unification (2). La brochure explique ensuite que les communistes ont "de tout temps" soutenu des revendications comme celles sur l'avortement ou le divorce, avant en tout cas que certains découvrent que c'était... en opposition avec la tradition de la Gauche communiste.

Attardons-nous un peu sur "l'anti-racisme de classe", qui tourne en fait sur la question des travailleurs immigrés.

Nous avons là un problème politique central de la lutte des classes en France, celui de la division de la classe ouvrière entre français et étrangers. L'organisation capitaliste de la société suscite et entretient cette division, ce racisme ouvertement revendiqué par l'extrême-droite. Mais d'un autre côté, les forces bourgeoises s'emploient à dévier les réactions qui naissent contre cet état de fait, dans l'impasse de l'anti-racisme démocratique et de l'intégration sociale; ce sont les campagnes à grand spectacle de "SOS-racisme", les mobilisations

réformistes sur la société pluri-culturelle, sur le code de la nationalité, sur le droit de vote pour les immigrés.

Nos falsificateurs ne comprennent pas (ou ne comprennent plus) ce dont il s'agit; tout comme les bourgeois ils réduisent le problème de la lutte pour l'égalité entre français et immigrés, toute l'activité du parti depuis des années sur ce terrain spécifique, à de "l'agitation" pour une mesquine revendication juridique et démocratique, celle du droit de vote ! Ils ne voient qu'un "mouvement dont l'essence (est) petite-bourgeoise et démocratique". Aussi peuvent-ils tranquillement tourner le dos au problème en se camouflant derrière la Gauche: "(...) la Gauche dit que les femmes (cela vaut pour les immigrés et le droit de vote pour ceux-ci) ne pourront se libérer de leur oppression que dans une société post-bourgeoise (?) en terminant avec l'organisation de la famille." Le tour est joué ! Nos falsificateurs peuvent se replonger dans l'adoration bienheureuse de leur programme, en attendant la société post-bourgeoise. Sous couvert d'orthodoxie, ils en sont arrivés à opposer la lutte pour des revendications immédiates ou à moyen terme, à l'objectif final révolutionnaire !

La Gauche dit bien (dans la "Plate-forme politique du P.C. Internationaliste" de 1945) que le problème du vote des femmes "est pour le parti un problème secondaire", cela ne signifie absolument pas qu'elle se désintéresse des revendications particulières des femmes. Nos falsificateurs jugent opportuniste ou petit-bourgeois de lutter contre les discriminations envers les immigrés (ou les femmes, etc.) car il ne faut songer qu'à la révolution. Marx et Engels ont expliqué il y a déjà bien longtemps que si la classe n'était pas capable de lutter pour ses revendications immédiates et partielles, elle serait encore moins capable de lutter pour la révolution.

La Gauche écrit, en parfaite cohérence avec toute la tradition marxiste que la "conquête des masses" nécessite "la participation à toutes les actions auxquelles les prolétaires sont poussés par leur condition économique"; ces actions sont en elles-mêmes insuffisantes; "elles peuvent seulement donner une expérience, un résultat dans le domaine de l'organisation et une volonté de lutte à encadrer dans la lutte révolutionnaire générale. On parvient à de tels résultats non pas en niant ces actions, mais en les stimulant, en incitant les travailleurs à les entreprendre et en leur présentant les revendications immédiates qui permettent de réaliser une union toujours plus large des travailleurs participant à la lutte" (in "Projet de Thèses" présenté au V° congrès de l'I.C.; cf "Programme Communiste" n°83).

Mais nos faux orthodoxes font aussi une confusion volontaire entre objectifs partiels, couches particulières ou secteurs périphériques de la classe, et objectifs démocratiques et couches petites-bourgeoises.

C'est ainsi qu'ils écrivent:

"Etant donné que la classe ouvrière était 'amorphe', on privilégia certains secteurs comme les étudiants, les chômeurs, les locataires, les femmes, les jeunes, les sous-prolétaires (qui peuvent peut-être ressentir plus la crise, mais qui n'ont aucune homogénéité de classe propre car ils ne représentent pas une classe), en les définissant comme des couches plus sensibles du prolétariat d'où pouvait venir la lutte faisant intervenir alors la classe ouvrière (en fait c'est le processus tout à fait inverse qui peut se produire: ce sont les classes moyennes qui peuvent éventuellement être entraînées par la classe ouvrière en lutte)."

Si les mots ont un sens, et en dépit du caractère très embrouillé de la phrase, il apparaît clairement qu'aux yeux des pseudo-défenseurs de la "cohérence", tous les secteurs énumérés ne sont pas "des couches (...) du prolétariat", mais font partie des classes moyennes. Les prolétaires seraient donc exclusivement de sexe masculin, adultes, disposant d'un emploi non précaire, et non locataires !

Cette conception absurde n'est que la traduction maladroite de l'idée que la seule lutte ouvrière digne d'intérêt, pure, qui ne risque pas d'être contaminée par des influences petites-bourgeoises est la lutte salariale d'usine. Faut-il préciser que cette étroitesse plus qu'ouvrière puérile est totalement étrangère à la tradition de la Gauche communiste ? Le "projet de Thèses" cité plus haut précise qu'à côté des revendications économiques sur le terrain syndical, "les revendications d'ordre social et politique général doivent également servir au travail révolutionnaire." Et après avoir traité du travail dans "toutes les formes d'organisation ayant pour but la défense des intérêts de la classe ouvrière", il indique: "des réseaux d'organisation analogues doivent naître dès que possible dans tous les domaines de l'activité du parti: lutte armée et action militaire, éducation et culture, travail parmi les jeunes et parmi les femmes, pénétration dans l'armée, et ainsi de suite."

Faut-il rappeler que le PC d'Italie dirigé par la Gauche avait créé une Fédération nationale des locataires, que son "Programme d'Action" comprenait, en même temps qu'un chapitre sur le "travail syndical", des chapitres sur le travail parmi les chômeurs, sur "le mouvement des femmes, des jeunes", sur "la question du logement", "le travail éducatif et le sport", le travail dans les coopératives, etc. ?

S'ils étaient vraiment cohérents, nos falsificateurs devraient condamner la Gauche communiste pour opportunisme, cours nouveau ou flirt avec les couches moyennes; cela leur est impossible et c'est pourquoi il leur faut défigurer cette Gauche qu'ils disent défendre.

Cette tendance était apparue et s'était cristallisée parmi certains éléments dans notre parti et elle n'a pas peu contribué à sa crise explosive. Nous l'avons appelée "attentiste" parce qu'elle tendait à refuser toute intervention autre que propagandiste du parti, à s'opposer à toute adéquation de l'organisation aux tâches permises par la situation au nom de la permanence de la contre-révolution, en attendant le beau jour où réapparaîtrait le prolétariat.

Elle revenait à transformer le parti en secte récitant sans le comprendre le rosaire programmatique, indifférente aux mouvements sociaux réels, dans l'attente du messie prolétarien pur et immaculé.

Leur rupture avec le parti et leur existence autonome a permis la maturation de tous ces traits négatifs chez les prétendus défenseurs. Leur dégénérescence politique et programmatique s'exprime sans fard dans leur brochure. Inutile de dire que sur ces bases totalement étrangères à la saine tradition communiste, ils sont bien incapables de contribuer à la reconstitution du parti de classe international. Ils ne peuvent guère servir que de repoussoir commode pour discréditer le programme communiste.

C'est pourquoi, sans avoir la place de répondre ici à tout leur fatras, il nous a paru nécessaire de leur arracher leur masque "orthodoxe", de leur dénier tout droit à se poser en héritiers de la Gauche communiste.

Fausaires, bas les pattes du programme communiste !

(1) Ces calomnies, où le désir de nuire le dispute à la simple bêtise, sont cependant une partie indispensable d'un argumentaire qui aboutit en dernière analyse à: action = trahison, tant que la situation n'a pas changé du tout au tout. Nous n'avons pas attendu ces Messieurs pour dire qu'il est nécessaire de passer au crible l'activité et la trajectoire passées du parti de façon à tirer les leçons indispensables à la constitution et à l'action du parti de classe. Mais ils ne cherchent pas, eux, à faire un bilan réel, matérialiste, de l'action du parti pour déterminer les causes objectives ou politiques de ses insuffisances ou de ses erreurs; il leur faut entasser les affirmations de la nocivité de l'activité menée depuis plus de 15 ans; et comme ils ne sont pas regardants sur les moyens, nos partisans de la pureté recourent à la calomnie et à l'indignation morale. Citons seulement 2 de leurs perles: • "l'appui" à l'OLP et la recherche de "liens avec elle" dont ils accusent le parti, alors que c'est probablement une allusion aux orientations de certains éléments après leur scission.

• le "trafic", "le mercantilisme", "l'affairisme" (!) qui aurait consisté à "ouvrir boutique" (!!) en utilisant le nom de Bordiga pour... "toucher le lecteur petit-bourgeois" (!!!), et à attaquer en justice des "maisons d'édition plus ou moins marginales".

Ce dernier point vise l'action intentée contre les Ed. Payot et "10-18" (maisons, on le voit, on ne peut plus marginales) pour pouvoir contrôler les traductions et les préfaces de la publication, sous le nom de Bordiga, de textes parus dans notre presse. Nos demandes furent acceptées par Payot (livre "Espèce humaine et croûte terrestre") et refusées par 10-18. Le livre correspondant, avec sa lamentable préface, parut chez "Spartacus". Le parti tenta aussi de mettre sur pied une maison d'édition chargée de publier des textes importants du marxisme et des textes de la Gauche, même sous le nom de Bordiga; non pour profiter d'une prétendue popularité de ce dernier, mais pour défendre son identité politique militante, et celle de notre courant, contre des entreprises politico-commerciales de fabrication d'un "Bordiguisme" innovateur et enrichisseur du marxisme: Il suffit de se reporter aux préfaces de Camatte pour se rendre compte des buts de la publication de Bordiga chez les bourgeois.

(2) "Question féminine et lutte de classe", brochure "Le Prolétaire" n°5. Le lecteur pourra constater le parfait accord entre nos positions et les textes qui y sont reproduits de Lénine ou de l'Internationale. ●

LES KANAKS SOUS LE TALON DE FER DE L'IMPERIALISME

Les événements de Nouvelle-Calédonie et spécialement l'attaque brutale de la grotte d'Ouvéa avec le massacre des défenseurs Kanaks ont provoqué une émotion indéniable en France. Mais l'émotion et l'indignation à elles seules ne suffisent pas; elles peuvent être facilement récupérées au profit du système même qui est à l'origine de ces actes: et c'est ce à quoi s'emploie le gouvernement socialiste depuis sa formation.

Il importe donc d'indiquer le sens de ce qui s'est passé et de ce qui se passe en "Nouvelle-Calédonie française". L'interprétation courante, banale, est que le candidat Chirac aux abois a voulu faire une démonstration de fermeté pour gagner quelques voix: il a ordonné l'assaut la veille du scrutin.

Sans nier l'existence de cet aspect, il nous semble très réducteur de s'en tenir à lui seul. D'abord il n'explique pas la sauvagerie de l'attaque; ensuite il laisse de côté le fait que c'est Mitterrand, chef des armées, qui a donné le feu vert à l'opération. Mitterrand, sans doute laisse entendre qu'il a été induit en erreur et qu'on lui avait assuré que les morts seraient moins nombreux (!). Mais les socialistes, non impliqués dans l'affaire, jouent les vertueux aux mains propres et essayent de redonner une légitimité à la Justice par l'ouverture d'une instruction sur la mort de plusieurs prisonniers Kanaks après l'assaut. Au mieux quelques lampistes seront blâmés pour "mauvais traitements". Il n'est pas question de remettre en cause ni les conditions de l'assaut, ni l'assaut lui-même au cours duquel ont été massacrés la plupart des indépendantistes, opération militaire normale pour les socialistes.

Mais le gouvernement peut se présenter en arbitre impartial pour faire accepter une quelconque solution "raisonnable" préservant la présence impérialiste.

Il reste qu'il y a eu une opération de guerre décidée conjointement par l'Élysée et Matignon pour en finir militairement avec la capture des gendarmes avant que se forme un nouveau gouvernement. Cette opération a été précédée par un renforcement extraordinaire de la présence militaire dans les îles (1 militaire ou policier pour 2 adultes Kanaks), avec utilisation de la marine, de la Force d'Action Rapide, des commandos du SDECE (ceux qui avaient été "dissous" après l'affaire du Rainbow Warrior), en plus du GIGN et de la police locale.

Il y a là un "message" qui n'est pas seulement électoral; l'impérialisme français montre les dents non seulement aux Kanaks, non seulement aux

habitants des autres possessions françaises, mais aussi aux autres Etats de la région et enfin également aux prolétaires de la métropole: ce qu'il possède il le défendra par tous les moyens, quelle que soit sa valeur propre; l'utilisation de la force et de la violence doit rester le monopole de l'Etat; ceux qui contestent sa domination ne doivent espérer aucune pitié.

Le déploiement de force et le déchaînement de violence ne sont pas de la responsabilité de la seule administration Chirac-Pons. La présence militaire massive date du gouvernement PS-PCF où elle a eu pour rôle de casser la mobilisation Kanak. C'est à cette époque que furent assassinés par le GIGN Machoro et Nonnaro qui faisaient un peu figure de leaders charismatiques pour avoir mené la campagne de boycott des élections et brisé les urnes. Et comme par hasard, en même temps qu'il ouvrait une instruction sur l'affaire d'Ouvéa, le nouveau ministre de la Justice a clos définitivement celle relative au meurtre de Machoro et Nonnaro...

Il est tout à fait faux de croire à des différences importantes d'attitude ou d'orientation par rapport à la Nouvelle-Calédonie entre les gouvernements successifs. Leurs stratégies commune a été de préserver les intérêts impérialistes français et de réduire continuellement la mobilisation des populations colonisées. La tactique a varié, comme ont varié les statuts, au fur et à mesure que le rapport des forces devenait de plus en plus défavorable aux Kanaks.

LES RECVLS SUCCESSIFS DU FLNKS

La situation la plus favorable pour les Kanaks et pour le FLNKS nouveau-né était celle qui résultait de la campagne de boycott lancée en 84 contre le statut Lemoine. La mobilisation des tribus Kanaks avait pris complètement à l'improviste les autorités de l'île et de Paris; Nouméa était isolée, l'économie de la Nouvelle-Calédonie était paralysée. Mais la politique de la carotte et du bâton du gouvernement Mauroy réussit à retourner la situation. Le FLNKS accepta de faire retomber la mobilisation et accepta de jouer le jeu du statut néo-colonial Pisan. Une première conséquence de ce recul fut le nouveau statut Fabius, plus défavorable aux Kanaks, que le FLNKS accepta encore. D'autre part Fabius refusa que ce statut soit "verrouillé" institutionnellement, laissant ainsi la porte ouverte à sa modification ou à son remplacement. Avec le gouvernement Chirac, la pression s'accroît sur les Kanaks en utilisant les dispositions du statut Fabius. Le

FLNKS ne sut y répondre qu'en faisant appel aux... pacifistes et non-violents. Au bout de presque un an de pratique non-violente, Pons pouvait déclarer que le FLNKS était en voie de disparition et proposer son statut qui marquait une nouvelle aggravation de la situation des Kanaks.

Le FLNKS dut alors reconnaître ouvertement l'échec de sa stratégie non-violente. Le mot d'ordre de "boycott musclé" fut lancé. Mais le FLNKS abandonnait l'organisation et les modalités de ce boycott aux "comités de lutte" de base, refusant de jouer tout rôle de direction et même de simple coordination. Face à un ennemi décidé, sans scrupules et armé jusqu'aux dents, les conséquences ne pouvaient être que désastreuses. Les opérations de boycott actif n'ont touché que quelques localités, les plus combatives. Le commando d'Ouvéa, après avoir fait prisonnier les gendarmes décida à l'improviste de les séquestrer dans une grotte sans autre perspective que d'attendre.

La direction du FLNKS ne fut pas en mesure de leur venir en aide, ne serait-ce qu'en suscitant un deuxième foyer d'agitation pour diminuer un peu la pression militaire qui s'accumulait sur l'île d'Ouvéa. Il semble que le B.P. du FLNKS, contacté refusa de faire office de négociateur, abandonnant le commando à son sort. Sans perspective, sans stratégie, le FLNKS attendait... le résultat des élections.

Pendant ce temps à Ouvéa les militaires préparaient la tuerie. En menaçant, en intimidant, en torturant, ils avaient pu découvrir l'emplacement de la grotte et ils étudiaient les moyens de venger "l'honneur de l'armée". A la télévision les 2 compères candidats s'affrontaient courtoisement sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, mais sans avoir lancé, regrettait "Le Monde" d'appel au calme et à la réconciliation dans l'île: C'est que leurs spécialistes militaires planchaient sur les armes à utiliser pour "réduire" les "rebelles".

On pourrait difficilement trouver exemple plus éclatant du caractère mystificateur des consultations électorales au cours desquelles chaque citoyen est censé décider en son âme et conscience, souverainement, de son sort et de celui du pays.

Le massacre d'Ouvéa a mis le FLNKS K.O.; c'était le but recherché. Il en est réduit à accepter aujourd'hui de négocier ce qu'il refusait hier (partition de facto de l'île, reconnaissant le caractère intangible de la présence coloniale, renvoi à une décennie ou plus du scrutin d'auto-détermination); Mais sa défaite était inscrite dans une

orientation héritée de l'Union Calédonienne (principale organisation du Front) qui aboutit toujours à rechercher un appui auprès du P.S. De la déclaration commune P.S.-Front Indépendantiste en 79, au souhait de succès à Mitterrand pour les dernières élections, c'est la continuité dans une orientation qui n'a amené que des déboires aux populations Kanaks et dont les racines plongent dans l'histoire de l'Union Calédonienne. Organisation partisane de l'assimilation dans les années 50, l'U.C., regroupement de notables Kanaks, se convertit dans les années 70 à la revendication indépendantiste, mais à une indépendance négociée avec l'Etat français et dans un cadre légal, une indépendance de type "néo-coloniale". La rupture avec le P.S. en 84 après l'accord de Nainville-lès-Roche entre RPCR, Indépendantistes et gouvernement (déjà !) qui dans les mots reconnaissait le droit à l'indépendance, mais dans les faits la rendait impossible en raison de la composition du corps électoral, la création du FLNKS autour de l'UC, n'ont pas modifié substantiellement les orientations collaborationnistes de cette dernière, ne l'ont pas transformé en organisation révolutionnaire (même s'il ne s'agissait que de "nationalisme-révolutionnaire") ou radicale. Les déclarations il y a quelques mois de Tjibaou sur le recours aux fusils relèvent de l'irresponsabilité; on ne joue pas avec la lutte armée quand on n'a aucun désir de s'engager dans cette voie.

Mais quel que soit le compromis qu'accepte finalement le FLNKS, la question de l'indépendance et celle de la destruction du système colonial sont objectivement posées par la situation des masses kanaks, en particulier de la majorité paysanne qui étouffe sur les terres étriées des tribus. La résolution de ces questions dépend de l'adoption par les organisations Kanaks d'une orientation de lutte réelle qui tire le bilan de l'échec de l'orientation passée et qui s'appuie sur le mouvement des classes opprimées par l'impérialisme.

Mais elle dépend surtout du soutien que cette lutte peut rencontrer en France même. Et ce soutien seul le prolétariat peut le donner vraiment car il est la seule classe dont les intérêts sont opposés à ceux de l'impérialisme.

En Nouvelle-Calédonie comme dans d'autres colonies ou "néo-colonies", les masses paysannes et exploitées se heurtent à l'Etat bourgeois français; c'est pour cette raison qu'elles doivent recevoir l'appui de la classe ouvrière de France, indépendamment des jugements sur les organisations qui dirigent ces luttes. ●

GERONIMO PRATT, PRISONNIER DU CAPITALISME AMERICAIN

Lors de la rencontre américano-soviétique de Moscou, Reagan a consacré de longs moments à s'entretenir avec des dissidents et à plaider pour les "Droits de l'Homme", ce qui n'a pas manqué de provoquer l'irritation de ses hôtes. Au cours d'une conférence de presse, il a répondu à un journaliste soviétique, comme pour s'excuser, que lui aussi aux USA avait à faire à des gens déplaisants.

Les correspondants occidentaux se sont empressés de crier à une nouvelle "gaffe" de Reagan, qui aurait voulu simplement donner une leçon de démocratie aux russes. Quelle comparaison pourrait-il y avoir entre l'URSS et les USA, terre, comme chacun le sait si bien, de la liberté?

Et pourtant au pays des soi-disants Droits de l'Homme, il y a bien des prisonniers politiques qui crouissent depuis des années dans les géôles. Ce sont pour la plupart d'anciens militants du mouvement noir de la fin des années 60

et du début des années 70. Confronté à des flambées de révolte dans les ghettos noirs, à une radicalisation d'une partie de la jeunesse dans la lutte contre la guerre du Vietnam, l'Etat américain estime nécessaire d'engager une campagne secrète de contre Insurrection (programme "COINTELPRO"). En plus des moyens classiques de la police contre les militants et les groupe qui osent perturber le statu quo (infiltration de mouchards, fichages, écoutes téléphoniques, contrôles et arrestations policières sous le moindre prétexte) cette campagne mit en oeuvre des moyens beaucoup plus agressifs allant jusqu'aux meurtres et aux assauts quasi-militaires contre les locaux des groupes visés. La cible principale de COINTELPO était sans doute à l'époque le Black Panthers Party (Parti des Panthères Noires) symbole du militantisme parmi la communauté noire, qui revendiquait le recours à la violence et qui n'hésitait pas à manifester le fusil à la main.

Il a été maintenu dans l'isolement total pendant 6 ans. "Pendant 5 ans, il a été privé de livres, de journaux, photos de sa famille, radio ou télévision. Pendant 2 ans ses toilettes ont consisté en un trou souvent engagé dans le sol de la cellule laquelle mesurait 1,20m sur 2,50m. Il n'avait ni lavabo, ni oreiller, ni draps, ni miroir, ni ustensiles de toilette, ni matelas. Il dormit sur banquette de béton avec seulement une mince couverture. Au début de son incarcération, il ne pouvait jamais sortir de sa cellule et n'avait aucun contact visuel ou oral avec les autres détenus. Pendant 5 ans, il ne fut pas autorisé à sortir à l'extérieur des bâtiments. On le laissait sortir de sa cellule pendant une demi-heure, trois jours par semaine pour marcher dans un couloir sombre et froid de 6 X 9m. Pendant 6

ans, il n'a pas eu un seul repas chaud et souvent il devait refuser la nourriture à cause de sa faible valeur nutritive ou de sa préparation déplorable.(...) Pendant la majeure partie du temps qu'il a passé dans l'isolement, on lui a souvent refusé pendant plusieurs semaines de suite des vêtements propres et des douches" (1).

Voilà une description de conditions de détention qui semblerait se rapporter aux "Goulags" soviétiques où à une infâme géôle sud-africaine. Il s'agit pourtant d'une prison de la très civilisée et très démocratique Amérique, dont la justice est le plus souvent présentée ici comme libérale, voire laxiste.

Mais comme partout c'est une justice de classe. Elle sait se montrer libérale et méticuleusement procédurière pour certains délits de droit commun, surtout quand les accusés font partie des classes supérieures. Elle est parfois généreuse: les membres du commando du Ku-Klux-Klan qui tua devant des milliers de personnes 5 militants noirs d'extrême-gauche à Greesboro en 1979 ont tous été acquittés. Mais elle est impitoyable contre ceux qui combattent -bien ou mal- le capitalisme et elle n'hésite pas à violer ses propres règles, sa propre légalité. Elle s'acharne contre GERONIMO PRATT parce qu'elle n'a pas réussi à le briser, parce qu'il refuse de se repentir, parce qu'il refuse une libération conditionnelle qu'on lui fait miroiter s'il accepte de se reconnaître coupable, s'il cesse d'aider les familles de militants du BPP dans leurs actions en justice en témoignant lors de procès intentés par celles-ci, malgré les pressions et les mauvais traitements. En mai 87 le Bureau des remises de peine refusa sa libération anticipée en raison de "sa conduite en prison" et parce que c'est un "leader dangeureux".

La justice bourgeoise a condamné PRATT à croupir en prison non pour un crime

qu'il n'a pas commis mais pour le délit bien plus grave à ses yeux d'insoumission et de rébellion contre la société d'exploitation et d'oppression. Son cas est celui de milliers d'autres de part le monde, des USA à l'URSS. Décidément Reagan ne se trompait pas en déclarant que lui aussi avait ses personnes déplaisantes, ses prisonniers.

Dans tous les pays, riches ou pauvres, démocratiques ou autoritaires, "libéraux" ou "socialistes", le capitalisme exploite, opprime, assassine et emprisonne.

Cette situation infernale ne prendra fin qu'avec la révolution et la destruction du capitalisme à l'échelle mondiale. En attendant, il est illusoire de croire à la Justice, à la Liberté, à la Démocratie, aux Droits de l'Homme pour défendre la cause des prolétaires et arracher ses victimes aux griffes du capital. Seule la lutte pour bâtir un rapport de force suffisant peut y arriver, ainsi que le démontre l'interminable détention de PRATT et les refus réitérés des autorités judiciaires de prendre en compte ses tentatives de révision de son procès. Populariser le cas de PRATT, manifester sa solidarité, démasquer le vrai visage de la justice bourgeoise peut aider à l'établissement de ce rapport de force et tout cas être une aide précieuse à la résistance tenace que GERONIMO PRATT mène en prison.

Soutenons GERONIMO PRATT et tous les prisonniers de classe du capitalisme américain ! ●

Une des victoires de cette campagne policière est GERONIMO PRATT, en prison depuis 17 ans. Un des dirigeants du BPP de la région de Los Angeles, il fut condamné en 1971 à la prison à vie pour meurtre sur dénonciation d'un mouchard du FBI infiltré parmi les Panthers. Mais au moment du crime PRATT participait à une réunion dans un local du BPP à plusieurs centaines de kilomètres; et ce local était truffé de micros posés pas la police ! Lorsque ce fait fut connu, le FBI déclara avoir "perdu" les bandes magnétiques qui auraient pu apporter la preuve formelle de l'innocence de PRATT. Ce n'est là qu'un exemple des éléments à décharge de PRATT qui furent ignorés par le tribunal. Condamné à la suite d'une machination judiciaire, GERONIMO PRATT a souffert de conditions de détention particulièrement sévères.

(1) Extrait du dossier diffusé en la "Ligue Trotskyste de France"(Tendance Spartacist). Les Spartacistes (organisation trotskyste pro-soviétique) participent aux USA, avec leurs propres orientations, aux campagnes de soutien, en mêlant solidarité avec PRATT et soutien à l'impérialisme russe ! (cf. "Le Bolchévik" de mars 1987).